

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro: 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

En vue du Congrès (*Boris Souvarine*). — Ce que disent les militants. — A propos des élections anglaises (*J. T. Walton Newbold*). — Qu'est-ce que

le bolchevisme ? (*G. Zinoviev*). — La Révolution de la culture (*Lucien Révo*). — A la veille de la Révolution (*A. Chliapnikov*).

En vue du Congrès

C'EST seulement à deux semaines du Congrès de Lyon que les questions essentielles à résoudre par ce Congrès sont apparues clairement. Quand l'ordre du jour fut établi, il semblait que nos tâches seraient de combler d'importantes lacunes de notre programme de travail, de perfectionner notre organisation et de donner une impulsion nouvelle à notre action, sans qu'il se présentât de question particulièrement urgente ou inquiétante. Avec les discussions qui battent maintenant leur plein, nous voyons mieux l'intérêt politique de traiter certains points et de prendre des résolutions que comporte la situation, tant de notre Parti que du milieu extérieur.

Nous avons regretté la lenteur avec laquelle ces discussions se sont engagées ; mais il paraît qu'on se rattrape sérieusement depuis quelque temps. Il n'y a pas à s'attarder sur cette insuffisance d'activité, déjà disparue, car le Parti peut encore n'y rien perdre. Nous ne sommes plus dans une organisation où tout le travail se faisait dans des « tendances » compartimentées, où la méfiance était de rigueur envers les militants toujours soupçonnés de combinaisons personnelles et de desseins mystérieux, où des « mandats impératifs » réduisaient au minimum les risques de voir l'opinion de la masse trahie par les délégués, où les positions prises dans les sections et fédérations rendaient inutile le Congrès, où

le Congrès n'était qu'une vaine joute oratoire sans influence aucune sur les décisions, prises à l'avance, sauf manœuvre de couloirs ou de tribune...

Dans notre Parti, il n'y a pas plus de mandat impératif que dans l'Internationale. Les congressistes, élus par la confiance de la masse, iront *travailler* au Congrès, dans des commissions et dans l'assemblée plénière. Ils se feront leur opinion et se prononceront au Congrès même. Et pourvu que le travail du Congrès soit bien organisé et discipliné, il en sortira certainement les décisions les plus heureuses pour le mouvement ouvrier révolutionnaire.

**

La question du programme paraît la plus discutée ; non pas encore dans son fond, mais c'est l'idée même du programme qui cherche à se définir. Des camarades disent : il nous faut un programme de doctrine communiste intégrale. D'autres : nous avons avant tout besoin d'une plate-forme d'action quotidienne. D'autres encore réclament la mise à l'ordre du jour du programme de l'Internationale, du projet de Boukharine.

L'affaire est pourtant assez simple. L'Internationale a mis à son ordre du jour la question de son programme, et de celui de ses plus importantes sections. Il s'agit là du programme communiste ou, pour être encore plus précis, du programme de la révolution com-

muniste. Il s'agit d'exposer les raisons de faire cette révolution, la possibilité et les moyens de la faire, et l'œuvre qu'elle accomplira. Ce programme comportera donc une analyse du capitalisme, de sa transformation, des contradictions économiques et sociales qu'il crée, des conséquences qui en résultent, du rôle du prolétariat et de son parti, de l'œuvre que celui-ci s'assigne. Ce programme sera commun à toute l'Internationale, partant tenu à des considérations générales. C'est pourquoi chaque section importante devra faire son programme de révolution, en tenant compte plus particulièrement des conditions révolutionnaires de son pays propre.

Ce programme de l'Internationale, ce programme de chaque section importante de l'Internationale, sont ceux des communistes, des membres du Parti. Appelons un tel programme, pour plus de commodité, *programme général*. Ce programme général, il faut le faire, tant celui du Parti français que celui de l'Internationale. Quand ?

Mais dès que nous le pourrons. Pourquoi n'est-il pas encore fait ? Il y a de sérieuses raisons à cela. Lorsqu'on se trouvait dans la période ascendante du capitalisme, lorsque les conditions n'étaient pas mûres encore pour la Révolution (1), il était relativement facile de se livrer à l'analyse du régime et au tracé des perspectives d'avenir. Actuellement, dans une période que nous considérons, à tort ou à raison, comme une période d'écroulement, où les forces de l'impérialisme se heurtent avec violence sans résultat définitif, où les perspectives immédiates sont obscurcies par bien des facteurs subjectifs, la tâche est autrement ardue. Lénine disait, lors du 4^e Congrès, que le programme de l'Internationale n'était pas au point, que nous n'en viendrions pas à bout à ce Congrès et qu'il faudrait s'estimer heureux d'aboutir au 5^e Congrès. Une fois de plus, « le vieux » avait vu juste. Le 5^e Congrès n'est plus éloigné, et nous ne serons pas prêts.

Nous ne serons pas prêts parce que nous aurons eu, avant ce Congrès, bien autre chose à faire. Le parti russe, où il y a des désaccords sur ce point comme sur d'autres, a autre chose à faire en ce moment, comme le *Bulletin* en a instruit les camarades français.

(1) Kautsky soutenait, il y a quelque quinze années, que le prolétariat ne pouvait plus prendre prématurément le pouvoir, car les conditions objectives étaient données. (Citation non textuelle, faite sans référence sous la main.) C'était là une formule générale, exacte au fond, mais qui ne tenait pas compte de deux faits que la guerre seule a pu révéler : la capacité de résistance du régime et surtout l'abdication de la social-démocratie, trahissant la révolution au moment décisif.

Le parti allemand aussi a eu autre chose à faire, et il est inutile d'y insister. Les partis italien, polonais, bulgare, sont hors la loi et ont des besoins plus pressés que nos travaux académiques. Le parti français a eu aussi une année bien remplie... Et nous voici, à dix jours du Congrès de Lyon, obligés de renoncer à traiter, cette fois-ci, du « programme général ».

Les camarades qui regrettent que nous n'ayons pas encore travaillé le projet Boukharine n'avaient qu'à s'y mettre. Qui les en a empêchés ? Pas la Direction du Parti, assurément. Ce projet appartient maintenant à tous les communistes, qui ont le droit et le devoir de le discuter, le mettre au point, l'amender. Que ceux qui en ont les forces physiques et intellectuelles ne se privent pas de les consacrer à cette tâche si importante. Tout le monde y applaudira, et Boukharine tout le premier.

Mais nous pensons qu'il faut aller au plus pressé, donc établir d'abord, avant le « programme général », celui de notre lutte immédiate. Quel est l'objectif de cette lutte, dont la révolution sociale est le but final ? L'objectif le plus proche, c'est le gouvernement ouvrier et paysan. Notre programme immédiat (désormais nous l'appellerons ainsi, toujours pour la commodité), c'est celui du gouvernement ouvrier et paysan. Ce « programme immédiat » est celui que nous mettrons en avant dans toutes les luttes du prolétariat, et aussi, naturellement, aux élections législatives qui sont pour nous une lutte comme les autres. Ce programme immédiat n'est pas le programme général du communisme, mais il y conduit. Ce programme n'est pas réformiste, mais révolutionnaire, car il exige pour être réalisé des batailles de classe, une action de masses révolutionnaire. Il s'adresse non seulement aux membres du Parti, mais à tous les ouvriers ayant une conscience de classe.

C'est sur ce programme immédiat que nous avons pensé, avec le Comité Directeur, qu'il fallait concentrer l'attention du Parti en vue du Congrès, — sans préjudice de ce que nous devons faire ensuite pour participer à l'œuvre commune de l'Internationale, l'élaboration du programme général, tant de notre Parti que de l'Internationale.

Et les revendications journalières de la classe ouvrière ? Mais naturellement, nous les faisons nôtres, en ce sens que nous les soutenons toutes parce qu'elles entraînent les ouvriers à la lutte, raffermissent leur solidarité, développent leur conscience de classe, leur procurent passagèrement de meilleures conditions de vie et de combat. Mais nous ne cessons, en

même temps, de mettre en garde les travailleurs contre toute illusion, leur montrons que le régime reprend toujours ce qu'il cède, et que toute amélioration partielle est précaire, qu'aucune réforme fragmentaire n'est réellement efficace. Et de ces revendications journalières, nous ne faisons pas un programme. Voilà précisément ce qui nous différencie des réformistes : ceux-ci, tantôt niaiserie, tantôt mauvaise foi, disent que les communistes sont, eux aussi, des réformistes, parce qu'ils ne repoussent pas les réformes. Nous sommes tout le contraire des réformistes, parce que nous ne croyons pas aux réformes, tandis qu'eux prétendent transformer la société par une accumulation de réformes. Les réformes que nous préconisons sont celles de notre programme immédiat, qui ne peuvent être conquises que par une lutte acharnée contre la bourgeoisie et ne seront réalisées que dans une guerre civile dont la révolution sera l'inévitable issue.

Telle est notre façon de poser clairement la question. Quant à accomplir la première partie de la tâche (le programme immédiat), nous pensons que le projet du Comité Directeur le fait assez heureusement et qu'après la mise au point du Congrès de Lyon, avec la collaboration de tout le Parti, nous aurons un bon programme qui sera un beau drapeau.

**

La question de notre participation aux élections se trouvera résolue pour une bonne partie par l'adoption du programme immédiat. Mais elle pose des questions de tactique et d'organisation.

Ces-ci ne sont pas nouvelles et déjà sont tranchées par des décisions du 4^e Congrès mondial, du dernier Comité Exécutif élargi de l'Internationale, et des deux derniers Conseils nationaux du Parti. Il ne reste qu'à ajouter quelques précisions, clarifier ce qui peut paraître encore obscur à certains et prendre des mesures pratiques pour assurer une bonne application des méthodes choisies.

Nous entendons certains camarades parler constamment du « danger électoraliste ». Nous ne fermons pas les yeux sur ce danger, au contraire, mais nous voyons aussi bien d'autres dangers auxquels les spécialistes de l'anti-électoralisme semblent ne pas prêter attention. Un parti comme le nôtre court toutes sortes de dangers, et c'est par son sens politique toujours éveillé, par son activité diverse qu'il saura y parer. Il ne suffit pas d'être anti-quelque chose pour faire un travail positif, ni crier au danger pour éloigner le danger. Dans la motion publiée par le dernier *Bulletin* il ne se trouve que des formules négatives : c'est

une série de restrictions, d'interdictions, de précautions, de limitations, de sanctions. Cette manière de voir est étriquée et témoigne d'un manque de confiance dans les capacités de progression du Parti, et aussi d'une croyance exagérée à la faiblesse de celui-ci, que les auteurs de la motion entendent protéger exclusivement par des mesures défensives.

Nous savons bien, et nous n'avons attendu personne pour le dire, qu'on ne fait pas en une année un Parti communiste modèle, et que notre Parti ne se trempera que dans les épreuves de la lutte. Mais nous disons aussi que la bonne volonté du Parti est indéniable et que son noyau essentiel est sain, révolutionnaire et décidé. Et nous avons pleine confiance que le « danger électoraliste » trouvera à qui parler.

Le Parti éliminera sans faiblesse toute velléité de remettre en question les décisions salutaires prises par lui et l'Internationale et il brisera impitoyablement toute tentative de les enfreindre ou de les saboter.

S'il se trouve, çà et là, un fonctionnaire du Parti songeant à autre chose qu'à la tâche à lui confiée, on le remplacera sans hésitation. Si tel ou tel camarade prétend faire des siennes et se dégager de la discipline du Parti, on l'excluera sans phrases et l'on saura veiller à ce que la chose soit menée rondement, avec le minimum de dégâts. Mais ceci dit — qui est la règle la plus normale et la moins contestable dans notre Parti, — qu'on ne vienne pas nous alarmer avec un danger hypothétique et qu'on ne préconise pas une politique composée uniquement de menaces et de répressions. Tout danger, présent ou à venir, sera vaincu par l'action ininterrompue du Parti et par sa capacité d'aller droit au danger pour... lui dire deux mots.

Ce qui importe par dessus tout, c'est que le Parti s'assimile bien l'esprit des décisions auxquelles nous avons fait allusion plus haut. Et là, nous devons constater avec regret que certains camarades s'en tiennent plutôt à la lettre qu'à l'esprit. Ils ont les yeux fixés sur les « neuf dixièmes », et aussi sur... l'autre dixième. Finissons-en avec cette histoire. Que le Congrès de Lyon en finisse.

Bien avant que le Congrès mondial se prononçât, l'ancienne gauche du Parti avait arrêté, en vue du Congrès de Paris, son opinion sur les candidatures communistes. La gauche considérait comme une nécessité tactique, dans les conditions politiques françaises, de ne présenter aux élections que des candidats ouvriers de l'établi ou paysans travailleurs, écartant ainsi toute candidature de fonctionnaires professionnels de nos organisations et de soi-di-

sant « intellectuels ». Nous estimions nécessaire de faire cette concession aux préjugés *trop explicables et trop légitimes* de la classe ouvrière si souvent trompée par des politiciens et en qui l'amertume de déceptions successives se traduit par la méfiance envers la politique en général, envers tous les partis politiques en général. Nous croyions, et nous croyons, que c'est là un des moyens de montrer aux masses que notre Parti *n'est pas comme les autres*. Et nous avons exprimé cette idée en toutes lettres dans la résolution rédigée par le soussigné, que la « gauche » présente au « centre », nommément à Frossard, et qui devint la motion « Frossard-Souvarine » votée par le Congrès. Mais elle fut votée avec la substitution d'un mot à un autre, du mot « principalement » au mot « exclusivement », — ce qui en annulait virtuellement le sens. Cette altération fut exigée par Frossard, comme condition de l'accord « du centre et de la gauche » que nous cherchions à réaliser : mais en la *subissant* comme le prix de cet accord, nous ne renoncions pas à faire prévaloir notre point de vue et nous le dîmes alors expressément.

Et notre point de vue a prévalu dans la suite, sous la forme de la décision de l'Internationale et de la motion formulée par Treint au dernier Conseil national. Que signifient ces deux décisions ? *Tout simplement que le Parti aura pour règle de ne présenter que des candidatures d'ouvriers et de paysans travailleurs.*

L'idée des « neuf dixièmes » n'avait qu'un objet : établir que *la règle* est de présenter des prolétaires, *l'exception* de présenter d'autres candidats que des prolétaires. Il n'est pas de règle sans exception ; — cette vérité est vieille comme le monde. On ne pouvait parler de dix dixièmes, parce que c'eût été s'enfermer dans une formule rigide, dogmatique, alors que les communistes doivent avoir une tactique souple et intelligente. Mais on ne pouvait non plus adopter une expression trop élastique, comme celle du Congrès de Paris, puisque nous devions compter avec une forte fraction opportuniste dans le Parti. Il fallait bien fixer une limite, qui dégoûte à jamais les opportunistes de rester dans nos rangs. C'est ce qu'on a fait, et avec fruit. On a dit « neuf dixièmes » comme on aurait pu dire huit neuvièmes ou onze douzièmes. Mais il est clair qu'on ne va pas s'amuser à doser, dans chaque département, les candidats selon leur position sociale. Il est clair que nous allons, comme règle générale, présenter *dix dixièmes* de prolétaires.

Quant à *l'idée* du dixième (et non au dixième

me lui-même), c'est-à-dire à l'idée *d'exception* à la règle, exception dictée par le sens politique, l'intelligence de la situation, elle trouve son application rationnelle dans la décision de représenter ceux de nos députés sortants qui ont prouvé, à travers crises et vicissitudes, leur fidélité au Parti. Elle la trouverait encore si le Parti décidait, dans *tel cas*, et pour *telle* raison, de présenter *tel* candidat, dans *tel* intérêt. Mais le dixième n'est pas une nécessité, c'est une possibilité.

Voilà ce que le Congrès de Lyon, à notre avis, doit éclaircir en quelques mots et en quelques minutes : le Parti présentera des candidatures prolétariennes ; il ne présentera pas ses fonctionnaires professionnels ; il présentera ses députés sortants remplissant telles conditions.

Et naturellement, le Congrès devra prendre quelques dispositions pratiques pour qu'une bonne application de ses méthodes réalistes et souples soit assurée par une discipline qui soit vraiment, cette fois, *de fer* (1).

* *

Il va de soi que pour mener à bien ses tâches, le Parti a besoin de se perfectionner comme instrument de propagande, d'agitation et de combat ; d'où l'attention générale dirigée sur les questions d'organisation, d'éducation doctrinale et de préparation politique des militants.

Nous avons dit ce que l'expérience d'une année nous a semblé condamner dans les méthodes de travail de la Direction. Notre critique principale porte sur l'insuffisance du Comité Directeur ; il est hors de doute que ni le Secrétariat, ni le Bureau Politique n'ont voulu s'emparer de la besogne du C. D. ; il s'est produit un phénomène naturel de déplacement de l'autorité directoriale vers les éléments les plus actifs ; avec un C. D. plus fort et mieux conscient de son rôle, cette déviation ne se serait pas manifestée. Nous ajoutons que le Secrétariat et le B. P. auraient dû répartir plus justement le travail, de façon que toutes les responsabilités ne soient pas supportées par l'éternelle demi-douzaine de camarades surchargés de besogne.

Nous préconisons un renouvellement partiel du C. D. pour l'élever à la hauteur de sa fonc-

(1) Il y a encore des cas où le Parti pourrait fort bien déroger à sa règle, décider une exception, et présenter un de ses fonctionnaires : par exemple, dans un département où il ne trouverait pas de candidat, et où nous aurions l'absolue certitude que notre homme sera battu... Le Parti est assez grand garçon pour savoir se conduire et il n'a pas besoin des barrières, parapets, rampes, grilles et garde-fous dont certains camarades trop prudents veulent l'entourer.

tion ; une réduction à cinq membres du B. P. pour le ramener à son vrai rôle qui est d'expédier les affaires courantes ; un Secrétariat formé d'un membre du C. D. responsable (quitte à lui adjoindre des collaborateurs selon les besoins). Voilà ce que l'expérience du travail de l'année passée nous paraît commander. Le C. D. aura certainement à cœur de présenter au Congrès des propositions sinon exactement telles, du moins inspirées des mêmes préoccupations.

Pour ce qui est de l'organisation générale du Parti, une critique s'est élevée de nombreuses sections et fédérations contre ce qu'on appelle un centralisme exagéré. Dans la Fédération de la Seine et dans le Parti, la Direction reçoit cette critique, — que nous trouvons pour notre part d'autant plus juste que nous l'avons formulée sans cesse tout au cours de l'année. Mais il importe d'examiner le phénomène d'un peu près.

C'est une réaction bien naturelle contre l'ancien régime d'indiscipline et de cohue que cette propension à un centralisme excessif. On ne trouve pas du premier coup la ligne juste. Mais ce qui a permis la déviation qu'il faut maintenant corriger, c'est l'inactivité des organisations de base du Parti. Pourquoi se réveiller un mois avant le Congrès ? C'est pendant toute l'année qu'il faut être en éveil et en action. De plus, on doit reconnaître qu'il y a eu de la part des dirigeants du Parti (pas de tous, heureusement) une tendance à favoriser cet état de choses regrettable, en s'abstenant de stimuler la vie intérieure des sections et fédérations et en croyant avoir réglé une question par l'envoi d'une circulaire. La Direction du Parti et de la Fédération de la Seine ont pleinement mérité les critiques qui leur sont faites et ont le devoir de les recevoir de bonne grâce, d'en tenir le plus grand compte dans leur travail futur.

La question du recrutement est du même ordre. Par une réaction naturelle et inévitable, le Parti a eu généralement tendance à fermer ses portes aux nouveaux adhérents, craignant d'incorporer des éléments douteux et inassimilables. Les organes directeurs auraient dû réagir contre cette erreur qui témoigne d'un sentiment exagéré de nos faiblesses, d'un manque de confiance dans la capacité du Parti d'absorber de nouvelles forces. Ils ne l'ont pas fait, et ont eu tort. Tout le monde semble maintenant d'accord pour convenir que le Parti peut et doit faciliter son accès, surtout aux éléments ouvriers.

Le rôle des délégués régionaux mérite aussi un examen attentif. Treint voit dans leur créa-

tion l'avantage de soulager le Secrétariat d'une énorme partie du courrier, et par suite un remède contre la paperasserie. Nous lui ferons observer que la paperasserie répartie entre douze camarades reste la même paperasserie, tant par le volume que par le contenu. Et que confier à douze camarades le soin de liquider le courrier auparavant confié à un seul est peut-être profitable au travail de celui-ci mais pas forcément conforme à une bonne utilisation des forces du Parti. Il faut donc que l'institution des délégués régionaux comporte d'autres avantages que celui mis en avant par Treint. Lesquels ? Voilà ce que les représentants des fédérations ont négligé jusqu'à présent de nous faire connaître. Au Congrès, nous comptons bien être éclairés là-dessus, et c'est aux provinciaux de le faire.

Ces questions diverses d'organisation, d'apparence insignifiante, ne sont pas soulevées pour leur intérêt intrinsèque, mais comme illustrations *des méthodes* de travail et d'organisation en vigueur, comme indications de *l'esprit* directeur. C'est bien ainsi, pensons-nous, que le Congrès les envisagera.

**

Il reste une très importante question à élucider, celle de *la tactique* du Parti. Le rapport politique de Treint nous donnera-t-il une base de discussion ? Cela dépend de ce qu'on entend par « base ». Dans une note publiée plus loin, Treint dit que le C. D. *ne s'oppose pas* à ce que son rapport serve de *base*. Si *base* signifie ici *prétexte*, nous sommes d'accord. Tout peut servir de base, comme prétexte. Nous avons vu des Congrès où tel texte servait « de base » et dont on ne retrouvait pas une ligne dans le texte définitif...

Ce qui compte, c'est que nous aurons besoin au Congrès d'une résolution sur la tactique du front unique telle que le Parti l'a menée pendant l'année, et telle qu'il devra la mener dans l'avenir. Mais nous n'avons plus de place pour traiter le sujet. Ce sera pour la prochaine fois.

Boris SOUVARINE.

Les Questions russes

Dans le dernier Bulletin, nous avons donné une abondante documentation sur les discussions du Parti bolchevik. Nous continuerons dans le prochain numéro. Mais, cette fois-ci, nous croyons nécessaire de consacrer la majeure partie du Bulletin au Congrès de Lyon.

Ce que disent les militants

Précisions

1° Le rapport du camarade Treint n'a pas pu, faute de temps, être examiné en détail par le C. D. Il a été distribué à tous les membres du C. D., qui ont pu en prendre connaissance.

Personne dans le C. D. n'a proposé que ce rapport ne soit pas pris comme base de discussion au Congrès de Lyon.

Le C. D. a, au contraire, décidé l'impression de ce rapport dans le *Bulletin* pour que tous les militants puissent en prendre connaissance et le discuter.

2° Le rapport était intitulé « Vers un Parti communiste ». Le *Bulletin* y a substitué de sa propre autorité : « Rapport d'un secrétaire », alors que la signature au bas de ce rapport indiquait assez clairement ce fait.

3° Ce rapport dit : « Le Bureau d'organisation est dirigé par Sellier. Le Bureau politique est dirigé par Treint ».

Il ne s'agit, évidemment, que de la direction du travail pratique et non de la grande direction politique qui incombe au B. P. et au C. D.

Le fait que l'expression « diriger » est employée et pour le B. O. et pour le B. P. montre cela avec évidence.

4° La liaison entre les deux secrétaires a été prévue dans un règlement du travail de la direction adopté par le C. D. C'est l'absence de l'un ou l'autre des secrétaires pour raisons de travail et par délégation de la direction qui en a gêné le fonctionnement régulier.

Albert TREINT.

N. D. L. R. — *Les précisions de Treint confirment pleinement notre opinion. Il est normal que le Bureau d'organisation soit dirigé par un secrétaire, mais pas que le B. P. soit dirigé de la même façon. La distinction entre travail pratique et « grand travail politique » ne tient pas une seconde ; il ne suffit pas d'adjectifs pour différencier le travail. Tout ce que fait le B. P. est et politique, et pratique. Seul, le C. D. doit diriger le B. P. et nous comptons bien qu'il en sera ainsi désormais. Nous critiquons non le mot de Treint mais la chose qu'il a pratiquée. Un léger effort de nous suffira pour que la prochaine Direction du Parti travaille mieux.*

La « liaison » entre secrétaires ne sera jamais établie par un règlement, mais par un accord intime spontané.

Le reste n'a pas d'importance. Car si la signature indiquait clairement un fait, quel mal y a-t-il à ce que le titre l'indique aussi ? Ne mêlons pas la typographie à la politique. — B. S.

Notre Motion

Le camarade Souvarine ayant fait précéder la « motion électorale » que nous présentons au Congrès de Lyon d'un commentaire, nous croyons devoir préciser notre attitude de la façon suivante :

Contrairement à certains reproches qui nous sont faits par divers camarades, nous n'avons nulle intention de faire une fraction ; notre motion n'est pas dirigée contre le Comité directeur du Parti. Elle combat un état d'esprit bien trop répandu encore dans le Parti. Elle précise les décisions de l'Internationale et en fixe des modalités d'application. Les décisions de l'Internationale ne se suffisent pas en elles-mêmes, il importe de les faire appliquer. Notre motion ne ferait-elle que les rappeler, elle ne serait pas inutile, ces décisions étant encore si peu connues, et dans leur esprit, et dans la lettre.

Certains prétendent que tout est pour le mieux dans le meilleur des Partis communistes. Nous ne le croyons pas. Notre désir est de servir le Parti en lui montrant ses défauts. Nous accepterons que l'on nous montre les nôtres.

Nous entendons user de notre droit d'expression, car nous prétendons avoir le devoir d'essayer de faire dominer notre point de vue. Nous ne sommes pas de ceux — fort nombreux dans le Parti — dont la paresse intellectuelle les pousse à toujours se retrancher derrière le Centre et l'Internationale. Le centre et l'Internationale ne demandent pas d'avoir l'approbation d'un parti passif. Nous sommes d'accord avec le centre dans ce qu'il a fait de bien ; nous usons, par contre, du droit de dire ce que nous estimons être ses fautes.

Si notre motion avait pour résultat de refouler l'état d'esprit qui couve sous la cendre et procède de la vieille tradition social-démocrate, nous serions satisfaits. Et nous nous résignerions à être battus, si notre défaite devait être un cri d'alarme et un avertissement.

Ce qui nous guide, c'est l'amour du prolétariat et de notre Parti. Il nous plaît de voir contre nous des camarades qui n'ont pas au même degré ce double sentiment.

BUSSIÈRE, SOUZY.

N. D. L. R. — *Si nous avons bien compris, nos camarades Bussière et Souzy ont un peu la manie de la persécution. Ils aperçoivent, sans doute dans leur coin du Rhône, de redoutables ennemis (que nous n'avons pas à redouter). Ils se défendent à l'avance de vouloir faire une fraction, alors que nul ne les en accuse, au moins nul parmi les militants responsables. Ils affirment leur droit de parler, ce qui est tout à fait vain, puisque nul ne le leur conteste. En somme, leur déclaration est aussi inutile que leur motion.*

L'un et l'autre affirment quelques vérités déjà vieilles, qui font loi pour le Parti. L'une et l'autre traduisent des craintes irraisonnées et tendraient à faire croire au Parti qu'il doit s'alarmer, ce que nous n'admettons pas et que n'admettra pas certainement le Congrès de Lyon. — B. S.

Des lettres

Le camarade Gauvin (Cher), que nous connaissons comme un vieux militant du Comité de la III^e Internationale, nous écrit cette longue lettre intéressante, que nous trouvons beaucoup trop pessimiste, et qui contient d'ailleurs bien des raisons de voir les choses sous un meilleur jour que le signataire :

Dans le numéro 50 du *B. C.*, tu demandais que l'on te fasse savoir si les relations que tu te proposais alors de nous donner — subordonnant quelque peu ton intention à l'intérêt que t'en montreraient tes lecteurs — seraient susceptibles d'intéresser les camarades. Dans le numéro 52, tu reviens sur ce désir de connaître l'avis de tes lecteurs en regrettant de n'avoir reçu que peu de lettres. C'est d'abord de cette abstention que je veux te parler. Ensuite, je te ferai connaître mon avis quant à la publication que tu as commencée, et l'opinion d'un admirateur de nos frères russes, tant par solidarité de sentiments révolutionnaires que par l'expérience que nous ont fournie les divers déchets de notre propre Parti français.

Il n'y a pas lieu, selon moi, d'attacher une grande importance au peu de réponses à tes questions et cela pour plusieurs raisons.

Les connaissances que j'ai acquises au contact d'un grand nombre de camarades de divers points du territoire à la faveur de ma profession de photographe ambulante et d'une tournée de propagande que m'avait confiée le Parti au cours de l'année qui vient de s'écouler, me permettent de penser que l'ensemble des communistes français non seulement ne sont pas doués de l'exubérance épistolaire — si je puis m'exprimer ainsi — qui semble être une qualité des camarades russes, mais encore trop rares sont les camarades qui lisent. Te dirais-je que je connais des militants en vue, occupant même des postes de confiance dans l'organisation de notre Parti, qui avouent, en tête à tête, ne rien connaître de Marx, parce que Marx ressemble à une montagne tellement élevée que l'on renonce, dès qu'on en approche, d'en tenter l'escalade ? D'autres, en termes plus simples, disent que c'est trop dur à lire. Et il n'y a pas que Marx qui fasse reculer nos camarades.

A chacun de nos congrès, nous votons sur des thèses, des motions, etc., qui ne sont connues que d'un nombre restreint de camarades parmi ceux qui « suivent » la vie du Parti.

Le *B. C.*, qui devrait être lu de tous les membres du Parti, n'est lu que d'un très petit nombre. On s'abonne au *B. C.*, à la *V. O.* parce que cela donne une figure de militant autorisé ; mais lire tout cela : « personne n'en a le temps ». De là viennent la confusion et le désordre des périodes troubles comme celle du Congrès de Paris. Tu entends bien que si nos camarades lisaient, nous n'assisterions pas au spectacle de ces revirements si fréquents dans l'histoire du Parti.

La veulerie, la paresse, la moutonnerie caractérisent encore la grande masse, et comme dans l'ensemble nos camarades subissent l'influence de cette masse, ils introduisent dans notre Parti les défauts même de la société.

Pour être lu, pour avoir des chances d'être lu, il faudrait présenter à nos lecteurs des articles très courts, en caractères bien lisibles. Une publication demanderait plus de temps pour sa présentation, mais on en ferait plusieurs simultanément, et elles auraient plus de succès.

Il est bien entendu que je parle de l'ensemble, en y comprenant toutefois quelques personnalités jouant un rôle actif.

A côté, ou inclus dans l'ensemble, il y a, heureusement, une élite qui lit, qui scrute, qui observe, mais ne réussit pas toujours facilement à donner l'impulsion au Parti.

Cette élite s'intéresse à la publication que tu as entreprise ; elle s'y intéresse parce que la vie du Parti russe est d'un intérêt presque vital pour le Parti français, vital pour l'Internationale, vital pour la Révolution mondiale. Mais si tu ne reçois pas autant de témoignages de cet intérêt que tu le voudrais, c'est, comme je l'ai dit plus haut, parce que les camarades français ne sont pas suffisamment enclins à la communication écrite, et aussi parce que l'on se dit que d'autres répondront pour nous-mêmes.

Et puis, y a-t-il tant besoin de savoir si le mouvement du Parti russe intéresse les camarades français pour nous communiquer des relations sur ce mouvement ? Ne devrions-nous pas connaître, même dans leurs moindres détails, les mouvements de tous les Partis frères ?

Publie donc, publie largement, fais-nous connaître tout de la vie de nos frères de l'étranger ; ceux d'entre nous qui lisent n'en seront que plus forts pour défendre la Révolution et les révolutionnaires russes quand ils sont attaqués.

Cependant, et encore, cette publication gagnerait à être intégrale. Il faudrait que tu ne recules pas devant la publication des arguments dont s'arme la minorité, car, dans cette minorité, il y a des hommes qui ont témoigné d'une réelle valeur et dont le jugement a droit de cité.

Déjà, nous sommes en mesure d'engager une discussion sur les points de vue défendus de part et d'autre ; mais une documentation plus étendue ne saurait nuire. Il y a, certes, de graves difficultés à vaincre pour nos camarades. On doit craindre, et cela est important, qu'à la faveur d'une trop libre entrée dans le Parti, les agents de la bourgeoisie y préparent un recul. Mais la cristallisation, qui conduirait au conservatisme, est à redouter aussi.

Quant à la publication du livre de Chliapnikov, autant que j'en puis juger parce que tu nous en as donné dans le *B. C.*, ce n'est pas seulement le *B. C.* qui devrait nous offrir cet ouvrage, mais la Librairie de l'Humanité. En attendant, ne nous en prive pas. Il serait à souhaiter que beaucoup de nos camarades profitent des leçons de désintéressement révolutionnaire qui y sont offertes.

A propos des réponses à nos questions, ce que dit Gauvin est certainement exact et correspond à ce que disent tous nos correspondants. Donc, nous sommes renseignés : la question russe intéresse au plus haut point nos lecteurs. C'est un symptôme bien intéressant.

Le vœu de Gauvin pour la publication intégrale des principaux textes a été exaucé avant même que d'être formulé. Le dernier numéro du Bulletin en fait foi.

Quant aux vues pessimistes de Gauvin sur la masse et l'insuffisance de l'élite, nous voudrions... au moins les atténuer. Prenons le baromètre du Bulletin : notre tirage est de 4.500, notre bouillonnement très faible, le nombre d'abonnés un millier. C'est tout de même quelque chose qui ne s'était jamais vu en France. Les anciennes revues socialistes n'avaient pas

une telle diffusion. Les militants actifs appartiennent à deux, trois, quatre organisations, cotisent ici et là, participent à mille souscriptions, sont sollicités par une demi-douzaine de publications intéressantes. Tout ceci considéré, notre bilan n'est pas mauvais.

Et nous pourrions faire beaucoup mieux. Combien de camarades ignorent le Bulletin ! Si chacun de nos lecteurs voulait s'en donner la peine, chacun nous trouverait deux ou trois, voire plus, lecteurs ou abonnés. Nous pourrions facilement doubler et tripler notre tirage, ce qui nous permettrait de réaliser de grands progrès dans la présentation technique et même d'améliorer le contenu.

Que nos amis aient à cœur de trouver quelques abonnés au Bulletin, en profitant, par exemple, de la publication des souvenirs si attachants de l'ouvrier Chliapnikov pour intéresser de nouveaux lecteurs. Ce serait rendre un service énorme au Parti que d'élargir ainsi le rayonnement spirituel du communisme sur une élite qui, tôt ou tard, influencera la masse quand les conditions objectives s'y prêteront.

Les lettres que nous avons reçues, déjà assez nombreuses et généralement intéressantes, prouvent que Gauvin a un peu exagéré dans son appréciation ; cela lui fera sûrement plaisir.

**

Le camarade Péri, délégué régional du Parti dans le Midi, a eu l'excellente idée de consulter un grand nombre de camarades et de nous envoyer le résumé d'opinions collectives. Dommage que les autres délégués du Parti n'aient pas eu l'idée d'en faire autant : cela aurait été très précieux comme indication.

Péri nous parle, et du Parti russe, et de notre programme.

J'ai réuni pendant ces dernières semaines plusieurs conférences de cadres dans le Gard, le Var et les Bouches-du-Rhône. J'en ai profité pour demander à nos camarades leur sentiment sur les articles du *Bulletin Communiste* concernant « le cours nouveau » du Parti bolchevik.

Ces camarades m'ont chargé de vous dire l'intérêt immense qu'ils prennent à ces lectures. Les ouvriers de notre Parti ne se contentent plus de généralités sur la République des Soviets, et j'ai constaté l'intérêt qu'ils ont à étudier les difficultés que rencontre l'Etat prolétarien.

Naturellement, dans un Parti qui a souffert longtemps des déviations fédéralistes, il sera utile de prévenir le retour à un semblable malaise de la part des éléments qui n'ont pas encore compris la nécessité du centralisme, et qui seraient tentés de trouver dans les discussions en cours une justification de leurs mauvaises tactiques. Le commentaire que vous faites des articles de la presse russe a le grand avantage de prévenir ces déviations.

D'autre part, j'ai appris par le numéro d'hier de *l'Humanité* que le vrai programme du Parti paraîtrait prochainement. Il est incontestable que le texte primitif et les thèses qui le complètent

constituaient un ensemble tout à fait insuffisant. Nos camarades ont été profondément déçus. Nous concevions, comme préambule du programme une analyse générale du capitalisme avec ses caractéristiques d'après la guerre : modification des rapports entre l'économie rurale et l'économie industrielle, transformation des relations entre les pays impérialistes et leurs colonies, etc. ;

2° Une analyse plus complète sur la situation du capitalisme en France : essor de la métallurgie, etc. Le projet de Sellier ne contient malheureusement qu'une suite désordonnée de revendications. Il néglige de mentionner comment, pour des communistes, cette lutte partielle doit dépasser les limites qu'ils s'étaient primitivement assignées pour devenir la lutte générale révolutionnaire.

Péri a tout à fait raison dans sa définition sommaire du programme : mais c'est du programme doctrinal qu'il veut parler. Nous expliquons ailleurs pourquoi l'élaboration de ce programme doctrinal est renvoyée à plus tard : nous n'avons pas eu, et n'aurons pas avant six mois, la possibilité pratique d'en venir à bout. Mais le programme destiné à nous servir de plateforme dans la lutte quotidienne, et aussi aux élections, paru dans *l'Humanité* du 3 janvier, donnera certainement satisfaction à Péri.

**

La camarade Monsarrat (Seine) nous envoie une lettre qui est d'approbation d'un bout à l'autre et un encouragement à continuer :

Continuez votre exposé sur le parti bolchevik, cela nous intéresse au plus haut point. Vous demandez l'avis des lecteurs, le voilà. Je suis une modeste lectrice, mais vos articles du *Bulletin Communiste* et le *Bulletin* tout entier me font passer de délicieuses heures par l'encouragement et l'espoir que j'y puise.

Je trouve absolument nécessaire d'être renseigné en détail sur le mouvement communiste de Russie. Que de leçons s'en dégagent ! Comme nous avons à apprendre ! Comme on se sent petit à côté des communistes russes. Serons-nous dignes de ces grands maîtres ?

Je suppose que vous ne désirez pas que chaque lecteur vous fasse un article, ou discute ce qu'il lit dans le *Bulletin*. Vous avez demandé si des exposés sur la question russe intéresseraient les lecteurs, pour ma modeste part je puis vous assurer que j'attends avec impatience le jour de la parution du *Bulletin* et que je serais navrée de ne point y voir vos articles sur ce qui nous intéresse le plus : la Russie communiste. De même, d'ailleurs que les articles de tous vos collaborateurs ; je ne fais pas de distinction, ils sont tous intéressants.

Je suis toute nouvelle adhérente au Parti communiste et lis le *Bulletin* depuis un peu plus longtemps. Je ne vois pas de critique à faire. Ce n'est ni par lassitude, ni par désarroi que je n'ai pas exprimé d'opinion jusqu'à présent, mais j'avoue avoir compté sur d'autres pour formuler mon avis, que je ne croyais pas indispensable, en effet.

Il est vrai que trop de camarades comptent sur le voisin pour participer à l'échange de

vues. Cela nous prive de beaucoup d'opinions qu'il serait sûrement intéressant de connaître. Une vie intense du Parti exige au contraire que tout membre s'exprime du mieux qu'il peut, pourvu qu'il ait conscience de formuler un avis utile.

Nous sommes satisfait de trouver dans cette lettre une approbation des articles de nos collaborateurs français : ceux-ci sont jeunes et n'ont pas ce qu'on appelle « un nom », mais ce sont des travailleurs qui rendront certainement de grands services au mouvement.

**

Le camarade Ducroux (Seine) nous envoie cette lettre fort bien rédigée et pleine d'intérêt :

C'est avec le plus vif intérêt que je suis depuis le début de leur publication les articles du *Bulletin Communiste* sur les questions qui passionnent en ce moment nos camarades de Russie, et bien que je ne sois encore qu'un tout jeune communiste inexpérimenté, je voudrais me permettre de vous dire brièvement les idées que leur lecture a fait naître en moi.

Tout d'abord, je voudrais dire deux mots de l'impression profonde de vie et d'activité du Parti russe que ces polémiques parfois assez violentes reflètent. Et loin d'y voir comme certains journaux bourgeois imbéciles et déformateurs professionnels de la vérité un indice de commencement de dislocation, j'y vois au contraire un signe d'animation et de renaissance (si j'ose dire) de l'action.

Jugeant d'après les résumés et articles que vous avez publiés, il me semble qu'il y a encore de beaux jours pour le Parti russe, et avec un tel nombre d'intelligences éclairées et vivaces, il ne peut subsister aucune crainte sur le développement futur de son action, en vue de diriger le prolétariat parmi les difficultés de la Nep vers la renaissance économique et la prospérité du régime soviétique, en dépit de la passivité désolante du prolétariat dans les autres pays européens.

Ces articles devraient intéresser au plus haut point tous les communistes d'ici, car s'il est vrai que les questions discutées sont moins immédiatement essentielles pour nous (loin d'avoir à nous occuper de la transformation de l'économie actuelle vers le socialisme complet, nous n'avons guère pour l'instant qu'une tâche de propagande et d'agitation à accomplir), il n'en demeure pas moins que ces discussions nous apportent de précieux éléments de documentation sur ce que peut être le rôle d'un Parti communiste, son activité dans la masse travailleuse, ses relations avec le reste du prolétariat non encore complètement conquis à nos idées.

La question de la jeunesse, abordée magistralement par Trotsky, me semble également avoir un grand intérêt pour le Parti. C'est surtout parmi les jeunes ouvriers et les jeunes paysans, parmi ceux qui doivent, dans un court délai, devenir des soldats, que le Parti devrait, me semble-t-il, intensifier sa propagande, afin de former de solides cadres de jeunes non encore contaminés dans leur cerveau par la pourriture bourgeoise, et qui seraient des points d'appui et une réserve précieuse pour les camarades plus expérimentés ac-

tuellement chargés de la direction du Parti. Quand la plus grande partie de la jeunesse consciente sera acquise après un laborieux et patient, mais fructueux effort d'éducation aux idées communistes, le Parti aura fait un sérieux pas vers le succès final.

Une chose qui me navre souvent, parce qu'elle est justement en contraste trop choquant avec le débordement de vie du Parti russe, c'est le manque d'activité de maintes sections de chez nous, le peu d'empressement dont font preuve beaucoup de camarades qui négligent trop leurs devoirs d'adhérent au Parti, et le manque de cadres dans l'intérieur du Parti. Et il me semble justement que l'introduction de sang jeune dans nos cellules serait capable d'y apporter un renouveau d'activité, en même temps qu'elle préparerait de nouveaux communistes conscients et de futurs propagandistes. Il faudrait que les réunions soient rendues plus vivantes, que plus de camarades y assistent et prennent part aux débats. Tout ceci contribuerait puissamment à élever le niveau idéologique du Parti. Est-ce que le Comité fédéral ne pourrait pas surveiller plus attentivement les sections, les animer en envoyant des délégués qualifiés qui rendraient les réunions plus vivantes, plus suivies ? Il faut qu'une discipline plus sévère soit établie pour les adhérents négligeant leurs devoirs communistes.

Voilà quelques idées qui me sont venues après la lecture des derniers *Bulletins*. Je pense que vous continuerez à nous renseigner sur le « cours nouveau » du parti bolchevik. C'est justement l'activité formidable de ce dernier que mes vingt ans un peu fougueux voudraient voir notre Parti acquérir. Nous, Français, ouvriers, employés, paysans, sommes-nous donc tellement en retard sur nos amis russes pour ne pas pouvoir réaliser ceci avant longtemps ?

Quand on lit de telles lettres, où la pensée et l'expression communistes sont si justes, on ne peut s'empêcher de penser que nos « cadres » ne sont pas si faibles que nous le disons nous-mêmes couramment.

Des hommes comme le camarade Ducroux, voilà des cadres ! Il appartient à nos organisations de les mettre en avant et de les placer aux postes responsables.

**

Deux camarades de Putaux, Gustave et Dallet, expriment ici des observations communes à la plupart des militants :

Nous sommes très étonnés que les rapports du Parti pour le prochain Congrès n'aient pas été publiés dans notre presse, notamment dans le *Bulletin Communiste* et le *Bulletin Fédéral de la Seine*. Chaque section ne disposant que d'un exemplaire, il n'est pas possible à chaque camarade de l'étudier. Il est ainsi très difficile de se former sérieusement une opinion, ce qui rend la discussion, que vous demandez dans le *Bulletin*, assez difficile.

Le programme qui nous a été lu nous semble n'être qu'une simple plateforme électorale et paraît trop hâtivement rédigé. Il semble que l'on se soit attaché à copier le programme du P.C. allemand. Et comme la situation actuelle en France n'est pas la même qu'en Allemagne, cela donne

une apparence utopique aux revendications que nous proposons à la masse. On se demande si ce programme est susceptible d'être réalisé par un gouvernement ouvrier qui lui-même n'est pas, à notre avis, réalisable dans une période très prochaine, ou s'il est un programme de revendications et d'opposition au gouvernement qui sortira des prochaines élections.

En ce qui concerne les nombreux matériaux envoyés aux sections sur le programme, ils ne sont que des éléments d'étude pour un travail de longue haleine ; il serait trop coûteux d'en faire un tirage suffisant pour réaliser une distribution complète aux membres du Parti. Mais les documents intéressants directement le Congrès sont et seront mis à la portée de tous. L'Humanité a publié le vrai projet de programme, le Bulletin a donné le rapport politique de Treint et divers documents.

Les critiques de nos camarades sur le programme dont ils parlent tombent, puisqu'elles visaient le projet annulé par la publication du véritable texte dans l'Humanité. Nous espérons bien que celui-ci donnera toute satisfaction au Parti.

**

Voici maintenant un cas particulier, la lettre d'un camarade sympathisant, non membre du Parti encore, mais lecteur du Bulletin. Elle contient des choses très justes qui doivent être rendues publiques :

Permettez à un simple sympathisant, lecteur assidu du *Bulletin Communiste*, de répondre à votre appel paru dans le dernier numéro. Je n'aurai pas la prétention de vous suggérer, à bien dire, des idées, n'ayant pas un esprit assez fécond pour cela, mais je me bornerai à vous exposer des impressions.

Deux points ont retenu tout particulièrement mon attention et je pourrais même dire, sans aller jusqu'à me poser en interprète des autres, celle de camarades qui s'intéressent à votre action : *Le Recrutement* et le *Programme du Parti à la veille des élections*. Une campagne a été entreprise récemment en vue de grossir les effectifs du Parti, l'*Humanité* s'en est fait l'écho et tout porte à croire que les résultats auront répondu à l'attente.

Cependant, une objection se présente à moi, relativement à cette question. L'accès du P.C. est-il assez facile ? Les règlements statutaires ne sont-ils point d'une rigueur qui retienne à l'écart de trop nombreux camarades, désireux de rejoindre votre organisation pour y trouver l'appui moral qui leur fait défaut autrement ?

Tout laisse à supposer que l'isolement, en pareil cas, entraîne comme conséquence une déperdition de forces et d'énergies que le Parti aurait intérêt à s'adjoindre en les canalisant et en les épurant. Quel moyen pour l'employé, le fonctionnaire, l'ouvrier d'obtenir son admission si les deux parrains exigés par le règlement lui font défaut, soit qu'il les ignore autour de lui, soit que connaissant parmi ses compagnons des camarades membres du Parti, ces derniers n'appartiennent

pas à la section communiste dont le sympathisant relèverait de par le lieu de son domicile ? N'y aurait-il pas la possibilité pour le Parti de s'assurer la qualité de ses membres tout en ne reculant pas devant l'impérieuse nécessité d'envisager la quantité, quitte à opérer par la suite une sélection qui s'imposerait ?

Pour le second point, il semble à beaucoup peut-être à tort, peut-être faute de posséder pleinement la doctrine communiste, que le Parti se désintéresse trop maintenant de la question électorale.

Sans doute, la révolution doit être et sera le résultat d'un acte de violence des masses et la dictature du prolétariat, la conséquence de l'insurrection plutôt que la suite d'une opération parlementaire. Mais enfin l'envoi au Parlement de candidats éprouvés et ayant un passé consacré totalement à la défense du parti ouvrier peut faciliter grandement l'œuvre que les travailleurs seront appelés à produire dans un espace de temps que nous ignorons. La présence à la Chambre d'élus communistes bataillant sous l'égide de la faucille et du marteau et parvenus là comme poussés par les masses qu'entraînerait le mot d'ordre lancé par le Parti : « Un gouvernement ouvrier et paysan », ne serait-elle pas de nature à neutraliser l'action délétère du réformisme, du collaborationisme de classes ou même du régime capitaliste lui-même ?

Cette façon d'opérer n'est-elle pas enfin une étape nécessaire, inévitable avant la prise du pouvoir par la classe ouvrière, une sorte de préparation d'artillerie avant l'assaut destinée à dégager le terrain du plus fort de ses obstacles ?

Voici, camarade, ce que je me suis permis de vous exposer, certain que vous voudrez bien attirer votre attention sur ces deux points particuliers.

Le camarade Nidriche (de la Seine) a raison de dire que l'accès du Parti est actuellement trop difficile. Nous constatons depuis la dernière scission une tendance à garder trop jalousement les portes du Parti, réaction bien explicable, d'ailleurs, contre le régime de l'ancien parti où l'on entrait comme dans un moulin. Mais explicable ou non, cette tendance est fâcheuse et il est grand temps de la corriger. Le Parti est maintenant assez fort et sain pour incorporer sans danger de nouveaux éléments, quitte à les surveiller et à s'épurer chaque fois que l'occasion s'en présente. La sélection véritable se fera dans le Parti, non dehors. Il faut faciliter l'entrée du Parti aux ouvriers et exploités de toutes sortes.

Sur la question électorale, c'est encore une réaction trop explicable qui a incité l'ensemble du Parti à délaisser la question. Nous aimons mieux une exagération dans ce sens que dans... l'autre. Mais là encore, il est vrai qu'il est temps de se préoccuper à fond de l'affaire, comme des révolutionnaires que nous sommes qui ne négligent jamais une occasion d'agiter les masses, de propager des idées communistes et de grouper la plus grande fraction possible du prolétariat sur une plateforme de classe.

Encore un mot : qu'attend le camarade Nidriche pour adhérer au Parti ?

Le camarade Varagne (de Seine-et-Oise) trouve grand intérêt aux questions débattues par le Parti russe :

Comme suite à l'article du *B. C.* du 13 décembre dernier, concernant la situation économique russe (disproportion entre les prix des produits industriels et des produits agricoles, la *Nep.*, etc.), et sur laquelle vous revenez dans les numéros des 20 et 27 décembre, je crois qu'il serait très utile que ce sujet, d'une grande importance, soit traité et développé dans les prochains numéros du *Bulletin*.

Je doute fort, en effet, qu'il y ait beaucoup de lecteurs du *B. C.* et même des membres du Parti, que cette question n'intéresse.

L'étude des difficultés économiques de la Révolution russe devrait être poursuivie par tous les membres du Parti. Elle est susceptible, à mon avis, de concourir efficacement à l'éducation des militants. De plus, estimant toujours que l'entrée des syndicalistes révolutionnaires au Parti est la condition essentielle à la formation d'un véritable Parti communiste, je considère cette étude comme devant intéresser un grand nombre de syndicalistes, sympathisants aujourd'hui, mais qui, demain, seront dans nos rangs pour y collaborer à l'œuvre révolutionnaire sous tous ses aspects.

Et puis, n'est-ce pas là l'essentiel des problèmes posés par la Révolution ?

Je suis persuadé que ma lettre, quoique tardive et peut-être trop courte, traduit l'opinion de beaucoup de camarades du Parti.

J'insiste donc avec force pour que cette publication soit continuée dans les prochains numéros du *Bulletin*.

Certainement, les syndicalistes sérieux qui tiennent à se renseigner sur la vie de la première République ouvrière du monde ne manqueront pas d'être frappés de l'ampleur des problèmes que les communistes russes doivent résoudre et de la grandeur révolutionnaire de nos camarades aux prises avec de telles difficultés.

**

Le camarade Guyot, des Jeunesses de l'Aube, est aussi de ceux qui nous approuvent sans réserve :

Notre Parti communiste français n'avait pas encore été habitué à suivre attentivement, afin d'en tirer les conclusions, leçons et enseignements qui s'imposent, les différentes discussions auxquelles se livrent nos camarades des Partis communistes des autres pays.

Le *Bulletin Communiste* — et c'est tout à son honneur — a tenté depuis toujours et a réussi, dans une certaine mesure, à lutter contre l'esprit nationaliste qui a infesté notre Parti durant de si longues années.

Depuis un mois, par la plume, tu nous fais prendre part aux intéressantes et fertiles discussions qui marchent leur train — et quel train ! — dans le *P.C. russe*.

Tu observes — avec probablement juste raison — que tu n'as reçu que très peu de lettres t'encourageant dans ce travail si ardu.

Certainement, et j'appuie mon affirmation sur l'observation du milieu communiste dans lequel je milite, il y a encore trop peu de camarades qui étudient sérieusement et profondément l'étude critique que tu nous soumetts chaque semaine.

A quoi cela tient-il ? Tout d'abord au nombre trop restreint de lecteurs du *B. C.* Ensuite, parce qu'on ne sait pas encore étudier, critiquer en communiste, dans notre Parti. On ne fait pas disparaître en deux années les effets de trente ans de parlementarisme et de réformisme.

Mais si nous ne sommes qu'un petit nombre de camarades du Parti qui étudions les résumés des thèses des différents courants qui s'opposent dans le Parti russe que tu nous donnes, crois que nous le faisons avec passion et qu'entre nous, à l'heure actuelle, la question russe est un de nos principaux éléments de discussion.

Crois aussi que nous ne manquerons jamais une seule fois d'expliquer à nos camarades des *J.C.* et du *P.C.* qui ne lisent pas, ce qui se passe chez nos amis russes. Nous les habituerons à s'intéresser à toutes ces choses qu'un communiste ne doit pas ignorer.

Je termine en t'adressant, en même temps que mon fraternel salut communiste, mes plus sincères encouragements pour la continuation de l'exposé que nous apportons chaque semaine notre *B. C.* qui nous est cher — à nous qui l'avons défendu en de si graves circonstances.

Pour un camarade des Jeunesses, l'auteur de cette lettre s'exprime très clairement et correctement. Voilà un futur collaborateur tout indiqué pour notre journal de Troyes, dont la rédaction ne semble pas riche.

Pourvu que le camarade Guyot continue à s'assimiler ce que le Bulletin et la Bibliothèque communistes mettent au jour, nous aurons un militant de plus à la hauteur de notre tâche commune.

**

Le camarade Fleury (Seine), élève de l'École Marriste, parle surtout du programme mais ne semble pas avoir une idée claire de la définition du programme. Nous aimerions qu'il nous dise si celle que nous avons donnée dans ce Bulletin répond bien aux besoins du Parti :

1. Dans un des derniers *B.C.*, le camarade Trotsky écrivait qu'il fallait arriver à ce que les membres du Parti ne soient pas seulement des hommes disciplinés, mais des hommes qui, dans chaque cas, se forment une opinion ferme et la défendent courageusement, et ceci, même au sein de leur parti.

Pour permettre aux militants communistes de se forger sérieusement une opinion et de la défendre courageusement, il faut leur en donner les moyens, il faut un programme détaillé et précis.

Le Congrès national de Lyon aura à discuter de ce programme.

Pour donner de la valeur et de la clarté aux décisions qui y seront prises, on fait appel, d'ici-là, aux suggestions et aux objections des militants.

Je souhaite que les résultats soient satisfaisants, mais je pense qu'ils auraient été meilleurs si les militants avaient eu à leur disposition, pour alimenter les discussions et provoquer leurs suggestions, des projets de programme élaborés par des

camarades qualifiés. Ces projets auraient dû être fournis assez tôt aux sections pour que les membres puissent établir des débats sérieux et décider en connaissance de cause.

Les membres de nos organismes directeurs semblent oublier que la majeure partie des militants sont des ouvriers et que le faible bagage de connaissances dont ils disposent ne saurait leur permettre de porter aussi rapidement un jugement autorisé.

On serait porté à croire que les conditions posées par l'Internationale n'ont pas été assez prises au sérieux et appliquées.

Pestime que si le nombre d'ouvriers, d'ouvriers ayant conservé réellement la trempe de l'usine, de l'atelier ou du sillon, eût été plus grand dans les organismes centraux, il est probable que le programme du Parti eût été élaboré différemment.

On s'étonne du peu de place occupée par l'intérêt immédiat de la classe ouvrière, tandis que le programme militaire est longuement détaillé, encore que des choses y manquent. Ce programme est trop développé par rapport à la place que nous avons donnée à l'importante question syndicale, à l'hygiène et à la prévoyance sociale, à la délicate et dangereuse question électorale, dont on pourrait reprocher les décisions trop tardives.

Le programme du Parti qui vient de paraître dans l'*Humanité* (les précédents rapports ne devant servir qu'à la documentation) est suffisant pour résumer le programme du Bloc ouvrier et paysan, mais je ne le trouve pas assez détaillé pour permettre à ceux qui auront à charge de l'appliquer et de le défendre, de l'étudier, de discuter, de faire des suggestions avantageuses avant le Congrès.

Les oublis et les erreurs de nos organismes directeurs que je signalais plus haut n'en sont pas disparus.

2. Le camarade Treint, dans son article : « *Entre communistes, la discussion est ouverte* », pose assez heureusement, quoique tardivement, quelques questions. Entre autres : Comment s'y prendre pour utiliser, dans l'intérêt prolétarien et révolutionnaire, les prochaines élections.

Ayant appartenu à une fédération de province, vous ne serez pas étonné que je tiens compte des observations que j'ai pu faire à ce sujet.

L'esprit « paysan », très important dans plusieurs provinces, a en horreur les politiciens ; il les met dans le tas des gros commerçants malins et trop habiles. Mais, jusqu'à ce jour, il y eut, dans cet esprit « paysan », une contradiction. Malgré cette horreur des politiciens, qu'ils considèrent comme trompeurs et menteurs, les paysans s'agitent à l'approche des élections, et autant leur sommeil politique est profond à l'ordinaire, autant leur attention est grande en période électorale ; leurs esprits sont tout entiers aux bruits relatifs aux élections.

Ne serait-ce pas utile de tenir compte de cette attention momentanée et de bien faire connaître que ce n'est pas pour la conquête des sièges de velours que les candidats du Bloc ouvrier et paysan luttent, mais pour défendre les ouvriers et les paysans contre les bourgeois, les gros banquiers, les gros commerçants qui les exploitent.

Nous devrions profiter de l'agitation électorale pour montrer à « ceux des champs » que le seul remède à leurs maux c'est l'écrasement de la bourgeoisie et qu'ils doivent venir au Parti communiste dont l'action seule peut les libérer.

Somme toute, le camarade Fleury dit des choses exactes mais décousues, et auxquelles, d'ailleurs, la Direction du Parti songe aussi. Le remède général, c'est une recrudescence d'activité du Parti, et, là, tout dépend de chacun.

*

**

Le camarade Benançon (Seine), élève de l'École Marxiste, signale des symptômes fâcheux et dont peut-être il s'exagère un peu la portée :

Depuis le redressement du Parti communiste en France, nous nous félicitons nous-mêmes d'être enfin devenus des communistes et nous nous comblons de nos propres louanges. Nous devrions bien plutôt nous inspirer de l'exemple que nous donnent nos camarades de Russie, ces bolcheviks qui ont tant travaillé et qui, cependant, critiquent leur organisation et l'améliorent.

Le Parti communiste en France travaille, mais son action est loin d'être à la hauteur de son programme, noblesse oblige, et quand on est le Parti communiste, on ne doit pas seulement travailler un peu mieux que les autres ; il faut surpasser nettement, au point de vue activité, tous les autres partis politiques pour être le véritable parti du prolétariat.

Pour cela, nous avons encore beaucoup à faire et, en premier lieu, un effort à accomplir sur nous-mêmes.

Le Parti communiste souffre d'un malaise qui l'empêche d'agir. Les nouveaux adhérents attirés par la grandeur de notre programme sont surpris de constater que le Parti communiste perd un peu à être connu de près ; ils voient les tâches à accomplir, ils n'en voient pas l'exécution.

Il y a une certaine défiance envers les nouveaux venus, on ne les considère pas assez comme des camarades ; je connais même une certaine section (je veux croire qu'elle est la seule) où des anciens font bande à part, où deux groupes se forment.

Il y a en général, dans le Parti communiste, des forces d'immobilité, de stagnation, des anciens qui, fières d'avoir collectionné 10 ou 20 cartes, sont restés au Parti pour les entasser, et regardent toutes les tâches nouvelles comme des menaces pour leur quiétude.

Il y a des camarades qui ne se tiennent pas au courant des problèmes débattus par l'Internationale, les événements ne les instruisent pas ; ils jugent tout avec l'esprit de l'ancien Parti. C'est, à l'opposé de la maladie infantile, la maladie de la vieillesse.

Cette force d'impuissance qu'ils constituent a à sa disposition tout un arsenal de mots tout faits qui paralysent toute action, refroidissent toute ardeur. Celui qui travaille est un « ambitieux », celui qui se distingue, un « arriviste » ; celui qui exprime mal sa pensée, un « bafouilleux » ; celui qui l'exprime bien, un « phraseur » ; celui qui parle d'agir, un « emballé » ; celui qui étudie, un « intellectuel » ; on a presque peur de dire que l'on lit, car on se fait qualifier de « théoricien ».

Les intellectuels qui veulent travailler sont regardés avec une certaine méfiance ; les ouvriers craignent de passer pour des prétentieux.

Croyez-vous que nous les trouverons facilement les 9/10 pour les élections ? Il y a d'avance pour

eux, de la part de leurs camarades d'atelier, et peut-être du parti, des moqueries préparées, des railleries parfois perfides.

Je n'accuse personne, il s'agit là d'un vieil esprit, mais là est le mal.

Et le remède ? Il est simple : il faut briser la magie des mots, nous débarrasser des préjugés qui stérilisent nos efforts.

Non seulement il faut ouvrir aux nouveaux venus les portes de nos sections, mais leur donner des fonctions, un travail.

Si les anciens travaillent avec eux, nous évitons les dangers résultant de leur inhabileté ; tous gagneront ce qui peut leur manquer : les uns, l'expérience, les autres l'enthousiasme des énergies neuves.

D'ailleurs, personne n'est ancien dans le Parti, nous sommes tous communistes d'hier, même pas ; personne n'est encore réellement communiste, puisque personne ne s'est encore sérieusement mis au travail.

Agissons franchement, sans arrière-pensée et sans rien craindre.

Si nous voulons inspirer confiance, ayons confiance en nous-mêmes.

Nous ne répéterons jamais assez que tout membre du Parti est responsable soit de la stagnation, soit de la méfiance des anciens envers les nouveaux, soit de la réserve des uns ou des autres. L'activité intensifiée dans tous les domaines, voilà l'unique remède profond, l'unique moyen de sélection et le secret du renforcement du Parti.

*
**

Le camarade Mouy (Seine), écrit :

Puisque tout le monde y est invité et qu'il reste encore bien des choses à critiquer dans notre Parti, je vais essayer de traduire brièvement ma pensée. C'est surtout au point de vue pratique que je vois des difficultés :

1° Le Parti a-t-il fait tout ce qu'il était possible pour la création des Conseils d'usines, qui pourtant sont la base de la lutte révolutionnaire (les événements d'Allemagne viennent de nous le rappeler) ?

2° A mon avis, les mots d'ordre de l'Internationale (front unique, bloc ouvrier et paysan) ne pénètrent pas assez dans la masse, qui trop souvent nous ignore. Beaucoup d'ouvriers se trouvent perdus devant les multiples opinions émises par divers militants sur un même sujet, et cela vient de ce que ceux-ci ne l'ont pas assez étudié ;

3° Durant la période électorale qui approche, je me demande si aux innombrables réunions, faites par tous les politiciens de toutes couleurs, on pourra porter la parole communiste. Je crains que non. A l'heure actuelle, période calme, les secrétaires de section ont déjà du mal à pouvoir trouver des orateurs pour assurer la contradiction ou faire des meetings dans leur localité. Le nombre de camarades pouvant exprimer la pensée du Parti est infime comparativement aux besoins. L'Ecole marxiste, quoique ayant fait de gros progrès sur les années précédentes, est encore insuffisante pour assurer aux camarades (trop peu nombreux à travailler) un bagage suffisant pour faire face à toutes les questions et sur tous les

terrains (syndicat, démocratie, religion, réformisme, etc.). De plus, beaucoup de camarades n'osent pas prendre la parole, de peur de manquer d'arguments sur les sujets les plus divers qui leur sont posés en public.

Et combien de fédérations ne possèdent pas un seul orateur !

4° Pour la propagande, se transporte-t-on autant qu'il est possible sur le lieu de travail ? N'a-t-on pas conservé la vieille habitude des meetings centraux auxquels assistent toujours les mêmes militants ? Pénètre-t-on dans la masse à toutes les occasions ?

Les brochures de propagande sont-elles toujours faites d'après les besoins réels ? Les diffusent-on autant qu'on le devrait ? (et c'est là la besogne de tous les militants). Certains sujets ne devraient-ils pas être l'objet d'une brochure depuis longtemps ?

Ce qu'il faut pour tous les genres de propagande, ce sont des arguments simples et clairs, à la portée de tous, débarrassés de toute phraséologie inutile, de façon à ne point effrayer ou embrouiller les ouvriers que l'on peut arriver à toucher ;

5° Comme organisation générale dans le Parti, on tâtonne trop, on se renvoie tous de l'un à l'autre, on manque encore d'organisation pratique (qui pourtant ne serait que l'entente coordonnée des efforts). Le manque de temps pour préparer convenablement le Congrès de Lyon, l'arrivée tardive des rapports et motions, sont un nouvel exemple de ce manque d'organisation. Vis-à-vis de l'extérieur, cela permet de douter de notre capacité d'organisation.

Je commets peut-être des erreurs et, dans ce cas, j'espère qu'on les rectifiera.

Il y a beaucoup de choses justes dans tout cela, mais pas d'idée directrice, de conception d'ensemble. Le camarade Mouy, qui a visiblement un bon esprit critique, est hypnotisé par des détails : ce n'est pas ainsi qu'on remédie aux défauts. Il importe de grouper les faits et de préconiser des solutions générales pour chaque phénomène général. Nous y reviendrons à la première occasion, en traitant de l'éducation et de la préparation de nos militants.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° *Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;*

2° *Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Souvarine, même adressé.*

A propos des Elections anglaises

La situation politique internationale est aujourd'hui si trouble qu'il n'est plus permis à personne de ne pas s'en préoccuper sous prétexte qu'il est impossible de l'améliorer. Le prolétariat ne peut se contenter des conditions d'existence qui lui sont faites actuellement. Les réductions de salaires et le chômage sont à l'ordre du jour. La situation des classes moyennes n'est pas plus enviable. Les employés et les petits marchands souffrent de la dépression économique. La réduction générale des salaires a diminué la capacité d'achat des ouvriers d'environ 11 millions de livres sterling par semaine, soit près de 600 millions de livres sterling par an. La crise de la navigation, des constructions navales, de la métallurgie, de l'industrie textile et de l'industrie houillère ont précipité dans la misère des milliers d'ouvriers qualifiés.

Ceci montre toute la profondeur de la crise que traversent en ce moment l'industrie et le commerce britanniques. Jusqu'ici, le capitalisme avait permis aux classes moyennes de se créer une situation extrêmement favorable. D'autre part, il avait réussi à procurer à la classe ouvrière des conditions d'existence qui la rendaient réfractaire à l'idée de la lutte de classe. Mais la crise économique des dernières années est en train de transformer complètement les anciennes conceptions sociales.

Que s'est-il passé ? Comment se fait-il que, malgré la défaite de l'Allemagne, malgré les dépenses faites pour relever l'industrie, on en soit arrivé à une telle situation ?

Examinons rapidement les causes de la crise actuelle.

En temps normal, l'industrie a une tendance continue à produire au-dessus de la demande réelle de marchandises. Avant la guerre, l'offre était supérieure à la demande. Actuellement, c'est le contraire qui se produit : l'offre est inférieure à la demande de marchandises.

Pendant la guerre, tous les moyens de production des nations belligérantes furent consacrés à la fabrication des engins de guerre et des objets d'utilité militaire. On fit appel, en outre, à l'étranger, au Japon et à l'Amérique, dont la production fut extraordinairement intensifiée pour satisfaire les commandes. D'autre part, les pays neutres furent obligés de parer, au moyen de l'augmentation de la production indigène, à la diminution des objets de consommation, qu'ils faisaient jusqu'alors venir de l'étranger. De nouvelles usines se créèrent, de nouvelles masses ouvrières furent incorporées à la production. L'augmentation du nombre des ouvriers non qualifiés par rapport aux ouvriers qualifiés nécessita l'investissement de capitaux considérables.

C'est ainsi que des masses énormes de capitaux furent placés pendant la guerre dans l'industrie de la navigation, dans l'industrie chimique, etc., etc., capitaux qui, au lendemain de la guerre, ne trouvèrent plus d'emploi. L'industrie du coton, l'une des principales industries anglaises, perdit ses débouchés dans l'Inde et dans les autres pays, du fait du développement de l'industrie indigène ou de la concurrence étrangère. Avant la guerre, l'Inde ne produisait que 28 % de sa propre consommation de coton. Actuellement, elle en produit

61 %. Parallèlement, les exportations britanniques de coton vers l'Inde passèrent de 3 millions à 1 million de yards, tandis que la production de coton augmenta d'une façon constante aux Etats-Unis, au Canada et au Japon.

C'est pourquoi, au lendemain de la guerre, une formidable crise de débouchés survint, tant dans l'industrie du coton, dont le capital investi avait passé de 38 millions de livres sterling, en 1914, à 85 millions en 1920, que dans les autres industries du pays.

Cette crise entraîna la ruine d'un grand nombre d'usines textiles. Les autres, mieux soutenues financièrement, réussirent à se maintenir, mais en vendant au-dessous du prix de revient. Il ne leur restait plus qu'une issue, pour ne pas être entraînées dans la débâcle générale : c'était le licenciement en masse des ouvriers, en vue de diminuer les frais d'exploitation.

Le nombre des chômeurs, qui s'élevait, en août 1920, à 1,6 % des effectifs syndicaux, passa, à la fin de décembre 1921, à 16,5 %. C'est alors que les entrepreneurs résolurent de profiter de la situation ainsi créée à la classe ouvrière pour lui retirer un à un tous les avantages que celle-ci avait obtenus à la faveur de la guerre. Ces efforts aboutirent au lock-out général des mineurs, qui se produisit au printemps de l'année 1921.

Craignant de placer leurs capitaux dans des entreprises travaillant à perte, les capitalistes se mirent à acheter des titres d'emprunts. C'est ainsi que, d'après le « *Bankers Magazine* », la valeur de sept de ces emprunts augmenta, au cours de l'année 1922, de près de 400 millions de livres sterling. Presque toutes les valeurs d'Etat passèrent aux mains des établissements de crédit.

Les impôts nécessités par le paiement des dettes de guerre pesèrent lourdement sur le capital industriel ou commercial britannique. A cela, vinrent s'ajouter les taxes imposées par l'Etat ou les municipalités pour alimenter le fonds de l'assistance aux pauvres ou aux chômeurs. D'où un conflit entre les différents groupes capitalistes d'Angleterre, chacun cherchant à rejeter sur l'autre le poids des charges imposées par la situation économique du pays. Tous les efforts du gouvernement en vue de résoudre la crise, dans un sens ou dans un autre, se heurtèrent à la résistance de l'un ou l'autre de ces groupes.

Les défenseurs du capitalisme et les partisans de la théorie de la socialisation au moyen du « rachat progressif » sont au bout de leur latin. Certains pensent pouvoir revenir à une situation normale au moyen d'une révision du Traité de Versailles, d'une diminution des charges allemandes de réparations et d'une suppression des dettes de la France contre l'évacuation de la Ruhr. D'autres, au contraire, veulent qu'on se détache complètement de la politique européenne et qu'on s'assure de nouveaux débouchés dans les colonies britanniques et dans les autres pays. D'autres, enfin, préconisent le transfert des ouvriers sans-travail à la campagne ou aux colonies.

Les partisans de cette dernière proposition ne semblent pas tenir compte des sommes énormes que nécessiterait un pareil déplacement, et de l'impossibilité d'employer aux travaux des champs l'immense armée des sans-travail.

Les partisans de la deuxième proposition oublient que certaines colonies, telles que le Canada et l'Australie, sont déjà très fortement industrialisées et qu'elles sont des pays exportateurs de matières premières et de produits fabriqués. Ils oublient, en outre, que l'industrie anglaise se heurterait, au Canada, à la concurrence de l'industrie américaine, qui y prédomine actuellement.

Quant à penser reconstituer le marché européen au moyen de la révision du Traité de Versailles, c'est là une parfaite utopie. La France — pas plus qu'aucun autre Etat capitaliste — n'est pas en mesure de pratiquer une politique de générosité. La dette s'élève à la somme de 390 milliards de francs, dont 282 milliards de dettes intérieures et 108 milliards de dettes extérieures. Les intérêts de cette dette s'élèvent à 17 milliards par an, non compris les intérêts de la dette anglaise et américaine. Le déficit annuel de la France s'élève à la somme de 27 milliards de francs, déficit qu'on ne peut couvrir qu'en faisant de nouvelles dettes. Il ne peut évidemment être question de faire payer ces sommes par l'Allemagne. Mais la bourgeoisie française, pour des raisons d'opportunité électorale, n'ose pas avouer au peuple français qu'il devra finalement les payer lui-même. Cet aveu, elle le reculera jusqu'au dernier moment.

L'industrie française était peu développée jusqu'à la guerre. Elle ne pouvait pas et ne peut encore pas aujourd'hui couvrir le déficit du budget, grâce à son excès d'exportation. A cela viennent s'ajouter les difficultés de débouchés auxquelles se heurte actuellement l'industrie française que la guerre a eu pour résultat de développer considérablement. Seule, la baisse du franc permet encore à l'industrie française de concurrencer les industries rivales sur les marchés étrangers.

Les espérances que la bourgeoisie française avait placées dans les capacités de paiement de l'Allemagne et la reconstitution de l'industrie ne se sont pas réalisées. Dès avant la guerre, l'industrie française se heurtait, en France même, à la concurrence de l'industrie allemande. Cette concurrence menace de s'aggraver encore. D'autre part, les réparations ne pourraient que détruire tout espoir de reconstitution de l'industrie française. La seule issue hors de cette impasse, c'est l'annexion à la France de l'industrie houillère, métallurgique et chimique de la Ruhr.

C'est à cela que tendent les accords conclus par Hugo Stinnes avec l'industrie métallurgique française. Cette politique devait naturellement se heurter à la résistance de l'industrie allemande des produits fabriqués et de l'industrie houillère britannique, intéressée aux livraisons de charbon anglais à la France.

La question de la Ruhr, qui met en conflit aigu la haute finance et l'industrie lourde, tourne tout entière autour du contrôle de la production des matières premières et des produits fabriqués, qui servent à la fabrication des moyens de production et de transport.

Le Traité de Versailles a remis à l'industrie franco-belge tout le bassin métallurgique de la Lorraine et du Luxembourg, dont la production s'élevait avant la guerre à 40 millions de tonnes. Pour travailler ce minerai de fer, dont la moitié seulement peut être utilisée en Lorraine, la France, d'après le rapport Dariac, a absolument besoin du coke de la Ruhr. Par contre, dans la Ruhr, il y a une industrie qui peut utiliser, outre son minerai indigène, 22 millions de tonnes de minette lorraine par an.

C'est pour cette raison que l'industrie métallurgique française réclame le contrôle de l'industrie métallurgique allemande. Ce contrôle n'est pas contraire aux intérêts de Stinnes, qui aurait ainsi la possibilité d'échanger le coke de la Ruhr contre le fer lorrain. Mais l'industrie allemande des produits fabriqués a des raisons de craindre d'être la victime de cette combinaison, qui l'obligerait à accepter les conditions de Schneider ou de Stinnes. D'autre part, l'industrie anglaise craint de voir l'industrie métallurgique française se libérer de la dépendance du charbon anglais et de se voir, à son tour submergée par la concurrence des produits de l'industrie métallurgique franco-allemande. C'est cette opposition d'intérêts qui est au fond de toutes les démarches diplomatiques de ces dernières années.

Poincaré et Baldwin s'entendraient volontiers avec le gouvernement allemand sur le partage des bénéfices du contrôle de l'industrie allemande. Mais ils en sont empêchés par le fait qu'une telle entente ne leur permettrait pas d'occuper la masse des ouvriers sans travail et d'améliorer la situation des classes moyennes. Or, ces couches sociales constituent actuellement le facteur principal dans la vie politique des différents pays de l'Europe centrale et occidentale. Partout, la croissance des trusts, cartels et des Konzerns met ces couches sociales dans une situation de plus en plus précaire. A l'heure actuelle, le grand capital s'est complètement emparé de l'Etat, qu'il fait servir à son propre intérêt.

Le prolétariat et les classes moyennes opprimées par le capital s'accrochent au régime démocratique, dont ils espèrent obtenir la garantie de la sécurité de leur propre existence. Ils demandent le contrôle de la propriété privée et veulent utiliser, dans ce but, la puissance de l'Etat. Mais ils s'apercevront, par l'expérience des faits, que les pouvoirs d'Etat se briseront comme verre dans leurs mains, et qu'ils seront finalement vaincus par le sabotage économique ou le terrorisme fasciste des gros industriels.

Un gouvernement travailliste à Westminster devra ou obéir aux ordres de la City de Londres, ou conclure immédiatement une alliance étroite avec la Russie des Soviets pour sauvegarder les intérêts du peuple. Les relations commerciales avec la Russie, l'échange organisé de produits fabriqués contre des denrées alimentaires, devront constituer la base de tout gouvernement ouvrier qui voudra sérieusement réaliser le socialisme en Angleterre.

La Fédération des Etats-Unis d'Europe, au sein de laquelle les gouvernements ouvriers et paysans pourront reconstituer l'économie européenne au moyen d'un échange mutuel de matières premières et de produits fabriqués, c'est la seule politique pratique qui permettra de rétablir l'industrie anglaise, assurera le ravaillement de sa population et solutionnera tous conflits qui divisent actuellement tous les pays d'Europe.

La situation actuelle de l'Europe a atteint un tel degré de gravité qu'elle exclut toute possibilité de solution au moyen de demi-mesures, de compromis, d'« accords internationaux », etc... L'heure est venue où tous les hommes qui savent voir la réalité telle qu'elle est, doivent se préparer à la lutte en vue d'établir la suprématie du travail aux côtés de l'Internationale Communiste. En Angleterre, ils devront lutter, avec le Parti communiste, pour la formation de l'unité de front de la classe ouvrière, sous le mot d'ordre de : « *Tout le pouvoir aux ouvriers* ».

J.-T. WALTON NEWBOLD.

Qu'est-ce que le Bolchevisme ? ⁽¹⁾

Abstraction faite de sa préhistoire (premiers ouvrages de Lénine, travaux de Plékhanov, *Iskra*), le bolchevisme, en tant que large courant politique, remonte à la veille de la révolution de 1905. Le 2^e Congrès du Parti, tenu en été 1903, se termina au grondement du torrent gréviste qui déferlait sur toute la Russie. Le bolchevisme reçut le baptême du feu au cours de la révolution russe de 1905.

Mais il eut bientôt à subir une épreuve encore plus décisive. La révolution de 1905 était écrasée, la classe ouvrière refoulée. La vie politique se mourait. L'incrédulité et l'apostasie florissaient. La contagion de l'idéologie bourgeoise touchait les rangs ouvriers.

Le bolchevisme allait-il supporter cette épreuve ; tiendrait-il sous le feu de la contre-révolution : telle fut la question qui se décida de 1907 à 1912. Les écrits réunis dans ce volume et qui pour la plupart datent de cette période aideront, nous l'espérons, à comprendre comment les bolcheviks ont combattu pour le Parti et la Révolution durant ces années extrêmement pénibles.

De quoi le bolchevisme a-t-il enrichi l'idéologie politique ? Quelles nouvelles voies a-t-il ouvertes au socialisme international ? En quoi consiste la découverte de Lénine ?

S'il nous fallait répondre en quelques mots, nous dirions :

1^o Le premier, le bolchevisme a pris au sérieux l'idée de l'hégémonie du prolétariat et posé pratiquement les questions que Marx et Engels n'avaient prévues que théoriquement ;

2^o Précisément parce qu'il avait posé la question de la dictature du prolétariat comme une question d'actualité pratique, le premier, il s'est mis à chercher sérieusement un allié au prolétariat ;

3^o Et c'est là son principal mérite — il a trouvé cet allié dans la paysannerie ;

4^o En ce sens, on peut dire qu'il a « découvert » le rôle de la paysannerie, force dont seule la conquête permet au prolétariat de jouer son rôle émancipateur dans la révolution mondiale.

Qu'on suive les principales étapes du développement du bolchevisme depuis sa première plateforme de 1904-1905 (brochure de Lénine : *Deux tactiques*, où est posé la question de la « dictature démocratique-révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ») jusqu'au mot d'ordre actuel de l'établissement du « trait d'union » entre la ville et la campagne, et l'on verra que c'est précisément dans ce domaine que le bolchevisme a fait œuvre capitale.

Sur les rapports du prolétariat et de la paysannerie, Marx et Engels avaient dû se borner à des indications générales. C'est au bolchevisme qu'est revenue la tâche de donner corps à leurs formules. Trouver la tactique politique qui, tout en assurant le maximum d'égalité formelle entre le prolétariat et la paysannerie, amenât cette dernière à suivre le prolétariat et à lui servir en quelque sorte de « matière brute » dans l'accom-

plissement de sa mission historique : tel est le problème que le bolchevisme a réussi à résoudre pour la Russie. Or, maintenant, il s'avère que ce problème est aussi, à peu de chose près, celui de la révolution prolétarienne. C'est précisément dans le domaine des rapports entre le prolétariat et la paysannerie que la tactique du bolchevisme se généralisera, s'universalisera le plus.

L'attitude du prolétariat envers la paysannerie : voilà le nœud vital du bolchevisme. Si l'on veut comprendre le bolchevisme, c'est là qu'il faut l'étudier, c'est là qu'il faut en chercher l'essence.

Evidemment, le bolchevisme n'a pas donné du coup une formule tactique achevée des rapports du prolétariat et de la paysannerie. Du mot d'ordre : « dictature du prolétariat et de la paysannerie », proclamé pour la première fois par Lénine en 1904-1905, à celui du « gouvernement ouvrier et paysan », réalisé en Russie et ratifié maintenant par notre dernier Congrès mondial pour toutes les sections de l'Internationale, il s'est écoulé vingt années instructives au plus haut point. Mais, dès ses débuts, le bolchevisme a montré la façon juste d'aborder la solution de ce problème politique qui prime tous les autres. C'est là, pour ainsi dire, qu'il s'est affirmé.

Dans son appréciation du rôle de la paysannerie, le bolchevisme a évolué. En 1905, il ne considérait la paysannerie que comme un « allié provisoire » éventuel du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise. La paysannerie devait aider le prolétariat à en finir avec l'autocratie tsariste, à résoudre en faveur du « peuple » la question agraire, à rompre les chaînes qui entravaient le développement des forces productives, à assurer la liberté de la lutte de classes dans le cadre de la république démocratique qui, à son tour, devait devenir l'arène de la lutte du prolétariat pour le socialisme. En 1917, le bolchevisme accordait déjà à la paysannerie un rôle beaucoup plus grand, car l'évolution sociale avait alors considérablement progressé et la classe fondamentale, le prolétariat, allait entrer dans la révolution socialiste.

Mais s'il en est ainsi — dira-t-on peut-être — en 1905, les partisans de la « révolution permanente » n'avaient-ils pas raison contre les bolcheviks ?

Nullement.

La théorie de la « révolution permanente » négligeait la paysannerie. Elle n'en voyait pas le rôle immense, et, sous beaucoup de rapports, décisif dans un pays comme la Russie.

En 1905, le bolchevisme partait du point de vue que la révolution prochaine ne serait qu'une révolution démocratique bourgeoise. En 1916 encore (v. les thèses de l'Organisation Centrale publiées dans le recueil *Contre le courant*), il continuait dans les grandes lignes à s'en tenir à cette perspective. Mais après février 1917, il mit résolument le cap à la révolution socialiste directe. Ce changement d'orientation ne s'effectua pas sans des difficultés considérables qui entraînèrent de grandes fautes, entre autres celles commises par l'auteur de ces lignes en automne 1917. Mais, seuls des esprits superficiels pourraient croire

(1) Tiré de la préface du premier tome de l'ouvrage de Zinoviev : *Sur l'histoire du bolchevisme*, dont les deux premiers volumes ont paru à l'Édition d'État.

qu'il s'est accompli « soudainement » et y voir la preuve que le bolchevisme avait tort en 1905. Il ne faut pas oublier en effet que 1905 et 1917 sont séparés par une période de crise qui eut une influence décisive sur toute la politique du prolétariat international ; que ces douze années furent marquées par deux événements capitaux ; tout d'abord la guerre impérialiste, qui bouleversa à fond la Russie ainsi que toute l'Europe, coûta des dizaines de millions de vies humaines et emporta avec une vitesse vertigineuse la bourgeoisie mondiale à sa ruine ; puis, l'effondrement du tsarisme, qui avait été durant de longues années le principal obstacle au mouvement émancipateur, non seulement en Russie, mais dans le monde entier. Or, la révolution de février, étroitement liée à la guerre mondiale, ébranla des couches populaires si profondes (particulièrement parmi la paysannerie, dont était presque entièrement composée l'armée) que le prolétariat urbain put, du coup, s'assigner des tâches plus vastes.

En 1905 comme en 1917, le bolchevisme prenait la masse russe telle qu'elle était. Il ne la négligeait pas. Et c'était là sa source de force inépuisable. Poser à la paysannerie en 1905 les tâches qu'il n'était possible de lui assigner qu'en 1917, après la guerre impérialiste et après la révolution de février, eût été du don Quichottisme.

Ainsi, en France même, le paysan d'après-guerre est, sous beaucoup de rapports, entièrement différent du paysan d'avant-guerre. Arborer le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan en France en 1910 eût été un vain geste. En 1923, c'est une œuvre révolutionnaire. Pourtant, le paysan français est loin d'avoir été secoué comme le paysan russe entre 1905 et 1917, pour cette simple raison que la révolution bourgeoise est effectuée depuis plus d'un siècle en France et que la question agraire ne pouvait en 1914-1918 y jouer le même rôle qu'en Russie.

Voilà pourquoi le bolchevisme avait raison et en 1905 et en 1917. Voilà pourquoi son évolution dans la question fondamentale des rapports du prolétariat et de la paysannerie l'a amené à la tactique de la réalisation du « trait d'union » entre la ville et la campagne, tactique qui, en 1923, est nécessitée par les circonstances, mais qui sera juste également en 1933, avec les modifications imposées par le cours des événements.

C'est la question paysanne qui a été la source des principales divergences de vues entre les bolcheviks et leurs adversaires. Le menchevisme se tenait sur la plate-forme de l'« opposition nationale ». Il considérait que, par suite de son manque de culture, la paysannerie était incapable d'une action historique. Ce point de vue, imprégné de l'esprit de caste, était profondément contre-révolutionnaire.

Les défaites de 1905 avaient réduit pour longtemps le prolétariat à l'impuissance. La paysannerie était dans la torpeur. C'est pourquoi le menchevisme concluait à l'impossibilité d'une nouvelle révolution et estimait que la tâche essentielle consistait à s'organiser dans le cadre du régime Stolypine et à créer en Russie un parti social-démocrate « européen ». De son appréciation contre-révolutionnaire du rôle de la paysannerie découlait logiquement toute son attitude dans les autres questions.

Si le prolétariat avait triomphé en 1905, les mencheviks auraient pu temporairement rester à

ses côtés. On ne juge pas les vainqueurs. Mais le prolétariat était battu. Et l'on ne lie pas facilement son sort à celui des vaincus. Telle était la mentalité de la plupart des groupes d'intellectuels social-démocrates menchevisants ou sans-parti. En 1905, au moment où le prolétariat révolutionnaire remportait des succès, tous ces intellectuels, y compris Minski, Teffi, Kouskova et les riches ingénieurs de l'Union des Unions, lui prodiguaient les flatteries. Mais aux premières défaites, ils décidèrent que la cause de la classe ouvrière était sans espoir. Ces « révolutionnaires » se hâtèrent de renier le prolétariat. Le peuple a perdu la révolution : crucifions-le ! Cherchons un maître plus doux dans le camp de la bourgeoisie.

Les intellectuels commencèrent à désertir en masse le parti et le mouvement révolutionnaire. Il devint de bon ton d'être sans-parti et d'attaquer les hommes de parti. L'idée, émise alors, d'un Congrès « ouvrier » sans-parti était dirigée contre le parti révolutionnaire illégal et avait objectivement un caractère contre-révolutionnaire.

Au sein du parti, sous forme de discussions sur les questions d'organisation, c'est en réalité une discussion sur les bases du programme et de la tactique qui s'engage. Les premières divergences de vue entre bolcheviks et mencheviks en 1903 ne portent extérieurement que sur des questions d'organisation.

En 1908, le courant liquidateur se constitue définitivement, à Saint-Petersbourg, il avait déjà commencé à se former vers la fin de 1907. Mais le terme même de « liquidation » (apporté à Paris par l'auteur de ces lignes qui était venu y faire un rapport au nom du C.C.) n'apparut que vers le milieu de 1908.

Une lutte des plus sérieuses s'engage alors au sein de la fraction bolcheviste elle-même. Le triomphe de la contre-révolution avait donné naissance au courant de l'otzovisme. Au début, par haine pour la tactique opportuniste de la majorité mencheviste de la fraction parlementaire, une partie des ouvriers bolcheviks soutenait l'otzovisme. De là vient que nos premiers articles contre ce courant furent rédigés sous une forme didactique très prudente. Ce n'est que plus tard, lorsque Bogdanov et consorts tentèrent d'exploiter l'état d'esprit des ouvriers bolcheviks pour créer une fraction otzoviste que nous réagîmes beaucoup plus vigoureusement. La victoire de l'otzovisme eût été pratiquement la ruine du bolchevisme. La tactique otzoviste ne pouvait que combler les désirs des mencheviks : nous faire dégénérer en secte, détacher complètement notre parti des masses. Ce n'est qu'après avoir mené campagne non seulement contre le courant liquidateur mais aussi contre l'otzovisme — qualifié justement par nous de « menchevisme à rebours » — que le bolchevisme acquit sa trempe définitive et prouva son droit à l'existence...

Pourquoi accordions-nous alors tant d'attention à la lutte contre les conciliateurs ? Pourquoi affrontions-nous si furieusement le « centre » ? Nous n'avions pourtant affaire qu'à de très petits groupes, dépourvus de toute influence sérieuse dans le mouvement ouvrier.

Nos désaccords avec le « centre » ne portaient évidemment que sur des points secondaires, tandis que nous étions séparés des mencheviks par des divergences de vues fondamentales. Mais, comme les conciliateurs soutenaient le menchevisme liquidateur, répétaient ses arguments, l'embellissaient, cherchaient à lui donner un carac-

tère officiel, ils furent un moment plus dangereux que les liquidateurs eux-mêmes. Rosa Luxembour, à laquelle on demandait pourquoi elle et ses amis harcelaient sans relâche le « centre » social-démocrate allemand au lieu de porter leurs coups directement sur les révisionnistes, répondit que si ces derniers valaient encore la peine d'être combattus, c'était uniquement à cause des centristes. Il en était de même chez nous. Les théories ouvertes des liquidateurs sentaient trop la trahison et repoussaient immédiatement les ouvriers révolutionnaires. Mais, assaisonnées de l'idée captieuse de l'« unité » et exposées sous l'estampille du « parti », elles pouvaient abuser et abusaient en réalité beaucoup plus les esprits inexpérimentés.

En 1909-1911, les bolcheviks se rapprochèrent de Plékhanov, dans lequel se réveillait en ce moment l'ancien révolutionnaire et qui ne pouvait tolérer le courant liquidateur.

« Martov nous propose de renoncer même au titre du parti — nous écrivait un jour Plékhanov — ; pour cela il mériterait d'être pendu. »

Notre lutte contre le révisionnisme philosophique de Bogdanov et consorts contribua également à nous rapprocher de Plékhanov dans nos premières tentatives d'organiser une presse marxiste légale en Russie (*Myst de Moscou, Zvezda de Saint-Petersbourg, etc.*) Plékhanov nous apporta une aide efficace. Par malheur, dès que le mouvement ouvrier se ranima et que les grands problèmes de la révolution se posèrent à nouveau, il retourna au menchevisme. Et lorsque arriva la guerre de 1914, il passa au social-chauvinisme...

Le noyau bolchevik dirigé par Lénine a rallié autour de lui la fleur des ouvriers russes et guidé d'une main sûre le parti à travers les obstacles et les difficultés de toutes sortes.

Les articles, études et brochures réunis dans ces volumes ont paru dans des publications dirigées par Lénine, à la rédaction duquel ils ont presque tous été soumis. Inutile de dire combien l'auteur est redevable à Lénine, en particulier pour ses indications sur cette période décisive de la lutte pour le parti.

G. ZINOVIEV.

La Révolution de la Culture

Les héros de la 2^e Internationale se plaisent à qualifier les communistes de réactionnaires ou, du moins, d'amis et de fauteurs de la réaction. Ils ont réussi, dans leur démagogique imagination, à transformer en « alliance » la lutte armée qui se poursuit en Allemagne entre communistes et fascistes. En énumérant les pays où la dictature de la contre-révolution exerce le pouvoir, ils n'oublient jamais de ranger la Russie soviétique à côté de l'Italie de Mussolini. Et le renégat du communisme, Paul Lévi, qui couvre encore aujourd'hui toutes les ignominies réactionnaires de la social-démocratie allemande, a battu le record en déclarant, lors des événements de Cronstadt et du procès des socialistes-révolutionnaires, que les insurgés de Cronstadt et les socialistes-révolutionnaires accusés représentaient les intérêts de la révolution contre les bolcheviks, devenus réactionnaires. Ayant été l'ami de Rosa Luxembour, Paul Lévi tient à faire l'impression d'être bon marxiste. Aussi a-t-il cru bon d'orner sa thèse d'une comparaison historique : « Les bolcheviks, dit-il, ne doivent pas être comparés aux jacobins seulement. Voulant s'épargner le sort qui frappa Robespierre et les siens le 9 thermidor, ils inaugurèrent eux-mêmes la politique de liquidation révolutionnaire, en faisant renaître le capitalisme, en écrasant la révolte de Cronstadt et en faisant le procès des socialistes-révolutionnaires ». Le Parti Communiste russe fut ainsi, selon Paul Lévi, jacobin et thermidorien à la fois.

Il est clair que ce renégat saltimbanque ne croit pas ce qu'il écrit. Aussi ne serait-il pas besoin de réfuter ses piteux arguments, si une fraction importante de la bourgeoisie — russe et internationale — n'espérait, en effet, que la nouvelle politique économique des Soviets la reconduira peu à peu au pouvoir, et si des ouvriers sincèrement acquis à la cause révolutionnaire n'étaient parfois hantés par la crainte sérieuse d'un raffermissement du capitalisme en Russie.

La période de la révolution politique en Russie est close. Tous les efforts s'orientent en ce moment vers la reconstruction économique, vers la construction d'une société socialiste. Toutes les forces qui, naguère encore, défendaient les fronts militaire et politique, sont maintenant appelées à faire leur devoir sur le front économique. « L'homme ne vit pas que de politique » (1), proclame Trotsky dans un remarquable article où il trace les grandes lignes des tâches les plus urgentes de l'époque actuelle.

Trotsky fait le bilan des années révolutionnaires. Il demande ce que la classe ouvrière a atteint et assuré jusqu'ici par ses luttes, et il répond :

« 1^o La dictature du prolétariat (l'Etat ouvrier et paysan dirigé par le Parti communiste) ;

« 2^o L'armée rouge, appui matériel de la dictature prolétarienne ;

« 3^o La nationalisation des moyens de production les plus importants, sans laquelle la dictature du prolétariat serait une forme sans contenu ;

« 4^o Le monopole du commerce extérieur, condition nécessaire de la reconstruction socialiste dans l'encerclement capitaliste.

« Ces quatre éléments, irrévocablement conquis, constituent le cadre d'acier de notre travail... Et en quoi consiste aujourd'hui notre tâche ? Que devons-nous apprendre avant tout ? Nous devons apprendre à travailler soigneusement : avec exactitude et propreté, en économes. Il nous faut de la culture dans le travail, de la culture dans la vie de tous les jours. Nous avons renversé — après une longue préparation — le pouvoir des exploités par le levier de l'insurrection armée. Il nous faut maintenant un long processus d'auto-éducation de la classe ouvrière, et avec elle, et après elle, l'éducation des paysans. »

L'élévation du niveau culturel, la révolution de la culture — après la révolution politique — voilà.

(1) The labour Monthly (novembre 1923).

en ce moment, selon Trotsky, la tâche la plus urgente pour l'édification de l'économie socialiste.

Boukharine a traité du même sujet. Un discours prononcé au printemps de 1923 à Pétrograd, paru récemment en allemand (1), expose le rôle important de la culture dans la révolution prolétarienne.

Boukharine parle des espoirs que la bourgeoisie met dans la nouvelle politique économique. Il repose la question — posée déjà en 1922 — à savoir si la nouvelle politique économique, s'exprimant par les concessions au capitalisme, n'est qu'une tactique des bolcheviks, destinée à utiliser les forces capitalistes pour la reconstruction socialiste, ou si, sous la pression des circonstances économiques, plus fermes que la meilleure volonté, elle deviendra une *évolution* vers le capitalisme, un glissement inévitable sur la pente. La lutte entre bourgeoisie et prolétariat est engagée sur le dernier champ de bataille : entre l'économie privée et l'économie socialiste de l'État prolétarien. A qui sera la victoire ?

Pour employer la terminologie de Paul Lévi, nous pourrions traduire cette dernière question, à l'examen de laquelle Boukharine consacre son discours, de la façon suivante : Les communistes russes prendront-ils sur eux le rôle des thermido-riens, oui ou non ?

Boukharine nous donne une profonde analyse des deux forces qui s'affrontent. Il expose la différence fondamentale qui existe entre la révolution prolétarienne et la révolution bourgeoise. La société bourgeoise s'était entièrement développée au sein de la société féodale même ; le renversement de la monarchie absolue, la conquête du pouvoir par la bourgeoisie ne fut que la consécration d'un état de choses existant ; la bourgeoisie avait toutes les possibilités de se développer intellectuellement au milieu du régime féodal, et déjà avant la révolution, sa culture était supérieure à celle des classes féodales. La société socialiste, par contre, ne peut se développer au sein du capitalisme ; la destruction du pouvoir bourgeois n'est pas la consécration, mais la condition de son existence ; le prolétariat, esclave du capital tant que dure la domination politique de la bourgeoisie, ne peut aucunement acquérir en plein régime capitaliste une culture supérieure à celle de ses exploités, qui monopolisent l'instruction.

Il en résulte que les faux-frais de la révolution prolétarienne, les fautes que le prolétariat doit forcément commettre en exerçant pour la première fois le pouvoir politique et économique, sont inévitables et de beaucoup plus grands que les faux frais de la révolution bourgeoise. Et ces fautes, ces difficultés, ces faux frais ne resteront pas limités à la Russie. Le prolétariat de tous les pays se trouvera en face des mêmes obstacles, et c'est précisément la fonction de l'époque transitoire de donner au prolétariat la capacité de diriger la production.

Boukharine voit dans cette inévitable époque transitoire deux dangers principaux : 1° l'emploi aux postes dirigeants de la production d'éléments hostiles à la dictature prolétarienne. Ces forces culturelles de la bourgeoisie, que le prolétariat était obligé de mettre à son service pour faire marcher la production, ne menacent-elles pas de devenir une nouvelle classe privilégiée, dont l'ac-

tivité réussirait peu à peu à remplir les formes soviétiques d'un contenu bourgeois et liquidateur de la révolution ? — Et 2° la défection d'éléments prolétariens privilégiés, placés à des fonctions difficiles à remplir, qu'ils peuvent détenir en monopole grâce à leur instruction supérieure à celle de la masse. Ces deux facteurs constituent un danger de « dégénération intérieure » de la dictature prolétarienne. « Même une origine prolétarienne, les mains les plus calleuses et d'autres qualités pareillement remarquables ne sont pas une garantie contre la transformation des éléments prolétariens privilégiés en une nouvelle classe. »

Que la bourgeoisie et ses laquais continuent à espérer que la « dégénération intérieure » rongera l'appareil soviétiste ! Il n'y a que ceux qui ignorent le péril qui y succombent. Boukharine, au contraire, le voit et le dénonce pour le combattre.

La question : A qui la victoire ? nous dit Boukharine, sera décidée « par la prépondérance quantitative des forces culturelles ». Plus s'élèvera le niveau culturel des grandes masses ouvrières et paysannes, et plus disparaîtra le danger de la dégénération intérieure. L'instruction ne sera plus le monopole de quelques prolétaires privilégiés, irremplaçables jusqu'ici. Les Universités et les Académies ouvrières élèvent des milliers de nouvelles forces fraîches, capables de remplacer sous peu les forces usées et gangrenées. L'immense travail civilisateur entrepris par le gouvernement soviétique parmi la grande masse finira par rendre l'industrie d'État capable de battre la concurrence de l'industrie privée ; l'ouvrier instruit, sachant diriger la production, n'aura plus besoin de payer à la bourgeoisie une taxe d'apprentissage. L'afflux permanent de nouveaux éléments des grandes masses ouvrières aux postes responsables de la production et de l'État finira par résoudre le problème. Moins l'instruction revêtira un caractère de monopole, et plus le peuple tout entier sera capable de se passer de l'ingérence bourgeoise dans la production.

Voilà pourquoi la première tâche politique de la dictature prolétarienne consiste aujourd'hui à élever le niveau culturel de la classe ouvrière. La bourgeoisie est matériellement battue, elle ne jouit d'aucun droit politique, elle doit se plier devant la dictature prolétarienne. Le prolétariat russe aurait le pouvoir de lui casser encore dix et vingt fois les dents, d'organiser contre elle de sanglants massacres. Mais tout cela ne servirait pas à acquérir les capacités nécessaires à diriger la production. Les périls contre-révolutionnaires ne seront définitivement écartés que lorsque le prolétariat aura vaincu la bourgeoisie sur le dernier et seul poste où sa résistance n'est pas encore broyée : sur la barricade de la production, sur le champ de bataille culturel.

Lucien REVO.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

(1) « Révolution prolétarienne et culture ». Je voudrais attirer l'attention de notre ami Jean Bouquin sur la nécessité d'éditer en français ce discours ainsi que l'article de Trotsky mentionné plus haut.

A la veille de la Révolution (*)

L'attitude des nationalités opprimées de la Russie envers la guerre ne différait pas sensiblement de celle des partisans de la « défense de l'indépendance nationale du pays ».

La bourgeoisie juive de Pétersbourg organisait des manifestations patriotiques spéciales. Dans les synagogues, on célébrait des services solennels pour demander à Jéhovah la victoire de la Russie. Les journaux libéraux, le *Rietch* et le *Dien*, se faisaient un devoir de souligner ces faits afin qu'on ne pût accuser les juifs de ne pas aimer « leur » patrie. Tant d'efforts touchèrent enfin le cœur des puissants du jour : les Cent-Noirs comme Markov et Pourichkévitch daignèrent décerner aux juifs des éloges pour leur patriotisme.

Mais, dans les localités de la zone du front, la vie était dure pour les juifs, qui avaient continuellement à redouter les pogroms de la populace aussi bien que du commandement militaire. Les excès dont ils étaient victimes ne pouvaient être publiés en raison de l'état de guerre; néanmoins, ils filtraient dans la presse qui, de temps à autre, communiquait brièvement que, dans tel ou tel endroit, on avait arrêté des groupes de voleurs et de bandits chargés de butin. Dans ces localités, les manifestations patriotiques étaient en quelque sorte un préventif contre les pogroms.

La population tartare musulmane, elle aussi, tint à honneur de manifester son amour pour la patrie. A la mosquée de Pétersbourg, des services religieux furent célébrés et les mahométans envoyèrent des députations aux autorités pour les assurer de leur inébranlable fidélité.

Les Tchèques, les Polonais et les autres Slaves étaient invités chaleureusement, parfois par la police, à s'enrôler dans les bataillons de volontaires et à mener la lutte sainte pour la libération de leur pays.

Les patriotes organisaient des manifestations devant le Palais d'Hiver, tombaient à genoux lors de l'apparition du tsar au balcon, poussaient des hurras frénétiques...

La démocratie ne faisait qu'exhorter à la « trêve ». Une vague de servilité déferlait sur la Russie et menaçait d'y submerger toute vie sociale et politique. Mais le vigoureux instinct de classe du prolétariat sauva les ouvriers pétersbourgeois de l'abjection générale.

La Social-démocratie révolutionnaire contre la guerre

Les répressions administratives et policières exercées sur le prolétariat de la capitale dans les journées de juillet n'avaient pas détruit les noyaux clandestins du parti social-démocrate. Mais les perquisitions et les arrestations en masse avaient fortement affaibli qualitativement les organisations du parti. Le Comité de Pétersbourg avait perdu ses meilleurs militants; néanmoins, il conservait ses liaisons et travaillait normalement.

Dès la première semaine de la mobilisation, nos organisations ouvrières avaient occupé une position nettement hostile à la guerre.

Avant même la réunion de la Douma d'Empire, le Comité du quartier de *Viborgskaïa Storona* du

Parti Social-Démocrate Ouvrier avait publié contre la guerre une feuille volante dans laquelle il mettait le prolétariat en garde contre les mensonges du gouvernement, lequel affirmait avoir déclaré la guerre pour l'indépendance de la Serbie et la libération de la Galicie. « *Le gouvernement russe — était-il dit dans notre proclamation — qui tient dans l'esclavage et l'ignorance son propre peuple, ne saurait être considéré comme le libérateur des nations slaves.* »

Cette proclamation indiquait la cause véritable de la guerre : la concurrence des exploités qui, dans leur recherche de débouchés, avaient organisé la tuerie. Elle qualifiait d'aventurier le gouvernement russe, qui cherchait dans cette guerre une compensation dans le Proche-Orient à ses défaites d'Extrême-Orient. Elle montrait que le véritable ennemi de la guerre était le prolétariat, rappelait sa lutte antimilitariste des dernières années et l'exhortait à faire « la guerre à la guerre ».

Au moment de la convocation de la Douma d'Empire, la plupart de nos députés étaient en province, où se développait le mouvement gréviste. Les fractions parlementaires social-démocrates eurent, avant la réunion de la Douma, plusieurs séances auxquelles elles adoptèrent leur fameuse résolution. Lors de l'élaboration de cette résolution, deux tendances se manifestèrent. Parmi les députés de la droite mencheviste, il se trouva des partisans de la défense de la « culture russe ».

Mais c'étaient là des exceptions; officiellement, bon gré mal gré, les fractions social-démocrates firent bloc dans cette question.

Courte et hardie, cette déclaration fut un véritable pavé dans la mare aux grenouilles du chauvinisme. La droite l'accueillit par des huées, mais les ouvriers en furent entièrement satisfaits.

L'attitude des autres sections socialistes de l'Internationale envers la guerre nous était connue par les journaux bourgeois. La première nouvelle de Paris, dont s'empara avec joie la presse réactionnaire, annonçait que « les socialistes et les syndicalistes français avaient renoncé à critiquer la politique du gouvernement russe ». La censure militaire, qui interdisait de parler des pogroms, des arrestations et des perquisitions, laissait passer complaisamment tous les télégrammes sur l'action des socialistes des autres pays. Nous savions que les social-démocrates « orthodoxes » allemands avaient voté les crédits de guerre. Nous étions parfaitement informés de l'activité de Vandervelde, dont la *Birjovka*, le *Vietchernié Vremia*, la *Kopiëika* et autres journaux réactionnaires commentaient l'élévation au poste de ministre et publiaient le portrait. La réorganisation du ministère français en « cabinet de défense nationale » et la participation des socialistes au gouvernement furent saluées par la presse russe comme une mesure géniale — ce qui donna aux libéraux du *Rietch* une occasion de plus de se lamenter et de dire qu'il n'y avait que chez nous où les choses ne se passaient pas comme chez tout le monde, que tout restait comme par le passé.

L'adresse du ministre Vandervelde aux socialistes russes fut remise au député Tchkhéidzé par le ministère des Affaires Etrangères.

Les ouvriers n'en eurent connaissance que bien après réception, par la presse bourgeoise. Des copies,

(*) Voir les deux précédents numéros.

tapées à la machine, en furent ensuite distribuées dans les usines.

Quoique la « démocratie européenne » soutînt très peu le mouvement démocratique de notre pays et que ses représentants officiels n'aidassent qu'à son écrasement, les ouvriers pétersbourgeois étaient extrêmement sensibles à la situation du prolétariat belge. Mais il s'en trouvait très peu qui approuvassent la participation de Vandervelde au ministère de Sa Majesté le Roi des Belges. Nous estimions que Vandervelde avait abandonné un poste qui, dans la situation d'alors, était beaucoup plus important que celui de ministre dans un Cabinet clérical.

Néanmoins, l'état de guerre gênait beaucoup l'organisation de nos assemblées de masses dans les bois de la banlieue : partout on se heurtait à des militaires et à des espions. En outre, une grande partie des ouvriers étaient mobilisés, ce qui les obligeait à faire des heures supplémentaires par crainte d'être expédiés sur le front s'ils prenaient part à l'action illégale. Aussi fut-ce dans les usines mêmes que l'on délibéra sur la réponse à envoyer au télégramme de Vandervelde.

Pour les ouvriers organisés, la réponse à ce télégramme importait beaucoup moins que la question de l'attitude envers la guerre, qui y était liée. Sur la question de la « trêve » tous les social-démocrates : bolchéviks, plékhanovistes, et menchéviks étaient d'accord ; tous ils étaient pour la continuation de la lutte contre le gouvernement russe. Dans cette question, les ouvriers menchéviks se séparaient de leurs conseillers les plus proches, les employés des caisses d'assurance contre la maladie, tous plus ou moins patriotes. On entendait parfois émettre des opinions francophiles, mais la masse était en général hostile à la guerre.

Sur les murs, dans les coins des ateliers, on lisait des inscriptions curieuses : « Camarades, si la Russie est victorieuse, notre situation n'en sera pas meilleure ; on nous meta encore davantage ». On peut juger par là des appréhensions des ouvriers, dont on s'efforçait par tous les moyens d'endormir la méfiance et d'obtenir l'appui aux ennemis jurés du prolétariat.

L'attitude des intellectuels social-démocrates était beaucoup plus « complexe ». Tous, ils se déclaraient en principe ennemis de la guerre, mais accompagnaient cette déclaration d'innombrables restrictions. Leur intransigeance d'antan avait disparu comme par enchantement. La guerre n'était plus pour eux une conséquence fatale de la politique antérieure des gouvernements, c'était un « fait » inattendu qu'il fallait accepter. Et leur attitude contradictoire, imprécise, à l'égard de ce fait contribuait notablement à jeter le désarroi dans l'esprit d'un certain nombre d'ouvriers.

L'opinion la plus répandue était que la guerre allait affranchir la Russie du joug politique et économique de l'Allemagne. La victoire de la Triple Entente devait donner à la Russie la liberté des Détroits et la possibilité de conclure un nouveau traité commercial assurant le développement rapide des forces de production du pays.

Ces perspectives ne séduisaient guère les ouvriers ; leur sûr instinct de classe les mettait en garde contre les promesses fallacieuses des biens de la « victoire ». Aux assemblées, on faisait remarquer aux intellectuels qu'il s'agissait également pour l'Allemagne de la possibilité du développement de ses forces de production. Les ouvriers voyaient dans la solidarité internationale la seule issue réelle aux conflits des capitalistes et considéraient l'établissement d'une solide liaison internationale entre les organisations ouvrières

comme le principal moyen d'alléger la lutte du prolétariat russe contre la guerre. Mais la position des social-chauvinistes allemands, qui mettaient leurs espoirs dans le mouvement révolutionnaire et dans l'aide active des révolutionnaires russes à la réalisation des plans de l'état-major allemand et soutenaient la guerre, menée soi-disant pour le renversement du tsarisme, gênait considérablement notre propagande.

Néanmoins, en dépit des difficultés de la situation, nos organisations poursuivaient leur propagande antimilitariste. Au début de septembre, le comité pétersbourgeois du Parti Social-Démocrate publia une feuille volante dans laquelle il déclarait que « *quelle que fût l'issue de la guerre, tout le fardeau en retomberait sur la classe ouvrière* » et que « *les masses paysannes et ouvrières, elles aussi, étaient, par leur apathie, responsables de la guerre.* » Il terminait en exhortant le prolétariat à chercher et à « *rassembler des armes* ». Sur beaucoup de points de la Russie et notamment au Caucase, en Pologne, en Lithuanie, les organisations locales publièrent également des feuilles volantes contre la guerre. Les autorités s'émurent : à Saint-Petersbourg on procéda à des perquisitions et plus de 80 personnes furent arrêtées dans différents quartiers de la ville.

En Pologne, et quoique il eût déclaré qu'il n'existait plus pour lui de « nations assujetties », le gouvernement continuait sa politique réactionnaire. Dans les villes de la zone du front, comme Lodz, Varsovie, etc., la politique des autorités variait selon les vicissitudes de la fortune militaire. L'approche des Allemands donna à Varsovie un semblant de « liberté » ; les arrestations cessèrent, l'administration s'enfuit et la ville resta livrée à elle-même. Les habitants formèrent un comité qui organisa une milice urbaine et ouvrit des réfectoires gratuits pour les sans-travail, alors très nombreux.

Les questions des différentes formes d'entraide se posaient également aux ouvriers pétersbourgeois. Les entrepreneurs firent campagne pour une retenue sur les salaires en faveur de la Croix Rouge, mais cette institution n'avait pas la confiance des ouvriers, ni même celle de la « société ». Les retenues effectuées sans l'assentiment des ouvriers, comme au temps de la guerre russo-japonaise, provoquèrent des protestations (par exemple à l'usine Poutilov) et il fallut y renoncer. Les ouvriers déclaraient que l'Etat devait assurer l'existence des soldats blessés ainsi que de leurs familles, comme il le faisait pour les officiers. Quant à eux, leur devoir était de venir en aide aux malheureux déportés dans les toundras sibériennes ou enfermés dans les prisons du « libérateur » de la démocratie européenne, le tsar Nicolas.

Comme il était impossible de réaliser légalement cette assistance dans une large mesure, beaucoup d'ouvriers songeaient à organiser dans les usines des comités spéciaux « d'aide aux victimes de la guerre » dont la charge eût été de s'occuper des détenus, des sans-travail et des familles des camarades envoyés au front. Mais après réflexion, on résolut d'organiser cette assistance dans toute la ville au moyen des caisses d'assurance contre la maladie. Des collectes dans ce but avaient été déjà faites (par exemple à l'usine Seménov, aux chantiers de constructions navales de la Néva), mais pour procéder à la répartition des sommes recueillies, on attendait que la question fût décidée.

Les intellectuels, dont certains faisaient de la propagande patriotique, notamment à la « Société Économique Volontaire », préconisaient la légalisation de nos comités ouvriers d'entraide, qu'ils voulaient transformer en quelque sorte en institutions de bien-

faisance, mais heureusement leur idée ne fut soutenue par personne.

La fraction Social-démocrate de la Douma et la Guerre

Les premières semaines de la guerre, j'eus une entrevue avec nos députés, Pétrovsky et Badaïev. C'était après leur retentissante intervention (26 juillet) à la Douma et leur sortie publique de la salle des séances. Je me souviens encore combien ils étaient affectés par l'attitude du parti socialiste français et surtout par la conduite inattendue de la social-démocratie allemande, à l'école de laquelle tous les social-démocrates de ce temps avaient appris le socialisme. Personnellement, depuis 1912, après mon séjour illégal en Allemagne (où j'avais travaillé en qualité de Français, sous le nom de Gustave Bourgne), ma foi en la social-démocratie allemande avait considérablement diminué.

Nos députés et les quelques ouvriers qui assistaient à la réunion cherchèrent longtemps l'explication de la conduite des Allemands. Plusieurs penchaient à croire que la volte-face de ces derniers avait été déterminée principalement par l'espoir du renversement du tsarisme : Engels lui-même, on le sait, souhaitait autrefois la guerre avec la Russie tsariste. Mais quelles que fussent les raisons de cette conduite, nous nous accordions tous pour reconnaître qu'elle constituait une trahison à toutes les traditions du socialisme révolutionnaire. Au moment décisif, les social-démocrates allemands, s'étaient sentis plus proches de leur bourgeoisie que des ouvriers des autres pays. Le nationalisme avait été plus fort que le socialisme.

L'intervention de nos députés à la Douma provoqua une grande joie parmi les ouvriers. Mais elle ne fut pas accueillie aussi favorablement par les intellectuels, qui déjà commençaient à hésiter. Les premières semaines de la guerre, une assemblée spéciale d'intellectuels marxistes, à laquelle assistaient plusieurs avocats, littérateurs et publicistes comme D. Sokolov, N. Krestinsky, Blum, Iordansky et autres se réunit dans un club de la rue Baskova. L'échange d'idées, extrêmement confus et contradictoire, qui s'y produisit ne laissa guère de doutes sur la métamorphose prochaine de ces gens indécis et chancelants en vulgaires social-patriotes. Néanmoins, par un reste de pudeur, la plupart des assistants n'osaient encore à ce moment-là enchaîner le socialisme au char de la guerre.

Les thèses de Lénine sur l'attitude envers la guerre, développées ensuite dans le *Social-Démocrate*, No 33, furent apportées à Pétersbourg au mois d'août par le député Samoilov. Toutes, elles correspondaient parfaitement à l'état d'esprit et aux conceptions des militants d'alors, mais la question de la « défaite » suscitait l'incompréhension. Nos camarades ne voulaient pas lier leur tactique à la situation stratégique des armées. Mais en même temps, personne ne désirait le moins du monde la victoire de Nicolas II, car il était clair pour tous que cette victoire ne pouvait qu'amener une recrudescence de la réaction.

À la fin du mois d'août, nos organisations commençaient à se remettre des coups qui leur avaient été portés par les arrestations de juillet et la mobilisation. Notre comité pétersbourgeois avait été définitivement reconstitué et consolidé et le travail reprenait rapidement.

Ma situation comme Français à Saint-Petersbourg était des plus instables. Tous les Français, à partir du 4 août, avaient été mobilisés et se préparaient à s'embarquer à Odessa pour rentrer dans leur patrie. Je continuai de travailler chez Erickson, espérant que le consulat français n'aurait pas l'idée de mobiliser

ses citoyens par l'intermédiaire de la police russe ; mon adresse, d'ailleurs, ne devait pas être connue de l'ambassade ni du consulat. Néanmoins, il était risqué d'entrer dans une autre entreprise, comme je me l'étais proposé, et je résolus d'attendre l'échéance de mon passeport pour l'échanger contre un permis de séjour au bureau du gouverneur de la ville et quitter ensuite la Russie. L'échéance de mon passeport arrivait en septembre.

La propagande marchait très bien à l'usine Erickson. Chaque jour, autour de ma machine, avaient lieu des discussions sur toutes les questions de la politique ouvrière. Les ouvriers n'étaient nullement imbus de patriotisme, car la vague de social-chauvinisme qui avait envahi les milieux intellectuels ne les avait pas encore touchés. Je fis connaissance avec tous les ouvriers avancés du quartier. À l'usine Erickson, les camarades qui dirigeaient la propagande venaient me consulter avant d'organiser une campagne quelconque. J'acquis bientôt le sobriquet de « Français bolchevik », en même temps que l'aversion profonde des menchéviques, particulièrement des intellectuels travaillant à la Caisse d'Assurance. Après l'entrevue avec Vandervelde, quelques-uns d'entre eux qui m'avaient connu à Paris firent des allusions traitresses au sujet de ma patrie véritable. Mais les ouvriers remirent bientôt ces gens-là à leur place, et déclarèrent par leurs représentants à la Caisse d'Assurance que s'il arrivait des désagréments au Français, les mauvaises langues seraient considérées comme des provocateurs.

À mesure que se développaient les opérations militaires, le chauvinisme de la bourgeoisie se faisait plus implacable, plus féroce. Les Cent-Noirs menaient une campagne frénétique contre les Allemands et les « youpins » ; la presse inculquait systématiquement à la population la haine des autres nationalités. Seuls, les milieux ouvriers, comme j'eus maintes fois l'occasion de m'en convaincre par moi-même, ne se laissaient nullement entamer par cette propagande.

Ainsi, à la *Nevskaia Zastava*, j'eus avec un réactionnaire avéré une altercation où tous les ouvriers sans exception furent de mon côté. Voici le détail de l'incident. Me rendant chez des parents dans le rayon de Stéklani, je m'étais installé sur l'impériale d'un tramway à vapeur qui circulait sur la Nevsky et qui était bondé de voyageurs, pour la plupart des ouvriers. La conversation roulait sur la guerre. Un individu à l'œil fureteur, l'air d'un scribouillard de commissariat de police, parla des arrestations des Allemands et déclara qu'il fallait coffrer également les « youpins » qui, d'après lui, étaient tous des espions. Je ne pus me contenir et lui demandai pourquoi il voulait arrêter les juifs qui, eux aussi, étaient des citoyens russes. Il lança alors une série d'injures à l'adresse des juifs et déclara que moi aussi je devais être un youpin, puisque je défendais cette maudite engeance. Voyant que j'avais affaire à un Cent-Noir de la plus belle eau, je résolus de lui administrer une correction. Je sortis mon passeport et le lui présentai, ainsi qu'à ses voisins. Après le lui avoir fait lire, je lui allongeai une maitresse gifle et me rassais. Tous les voyageurs prirent parti pour moi, accablèrent de railleries l'antisémite et l'obligèrent à descendre de l'impériale. Comme le tramway stoppait, notre homme sauta à terre et courut chercher un agent auquel il demanda de dresser procès-verbal de l'insulte qui lui avait été faite. L'agent me pria poliment de descendre, mais les ouvriers s'y opposèrent et expliquèrent au policier que c'était le plaignant lui-même qu'il fallait emmener au poste. Quant à ce dernier, se croyant assuré de l'appui du représentant de l'autorité, il avait repris courage et invectivait les ouvriers. L'agent était fort perplexé : il n'osait se

mettre à dos tous les voyageurs et surtout arrêter un étranger ; aussi, profitant de ce que son client en venait aux gros mots, il refusa de le soutenir ; à ce moment, le receveur donna le signal et le tram se remit en marche. Je descendis à l'arrêt suivant, tandis que mon voyou assis dans un coin, le chapeau sur les yeux, continuait sa route sans mot dire. Deux ouvriers étaient descendus avec moi et, à tout hasard, me firent un bout de conduite avant de rentrer chez eux.

Mais l'état d'esprit n'était pas du tout le même dans le centre de la ville. Les patriotes forcenés y jouissaient d'une immunité absolue et rossaient ceux qui refusaient de se découvrir lorsque défilait une manifestation chantant le *Bojë tsaria khvani*.

Passant en tramway par la Litiéiny, nous tombâmes un jour sur une foule de portier (1), collégiens, étudiants, petits fonctionnaires et canailles de toutes sortes qui beuglaient le *Bojë tsaria khvani*. Aux premiers sons de l'hymne national, tout le monde dans le wagon se hâta, sous différents prétextes, d'enlever sa coiffure. Seul, je restai le « melon » sur la tête, à la grande indignation de ma voisine qui se mit alors à scander la scie : « Otez vos chapeaux, ôtez vos chapeaux ! » Je n'y prêtai aucune attention et continuai de lire mon journal, mais la patriote s'adressa alors aux autres voyageurs en disant : « Voyez, messieurs, il n'ôte pas son chapeau ». Tout le monde se tut. Le wagon, qui avait pénétré dans le groupe des manifestants, ralentit l'allure et s'arrêta. Ma voisine se précipita alors vers la porte de sortie et me criant : « C'est honteux ! », se disposait, à n'en pas douter, à requérir l'intervention des manifestants. Je levai alors les yeux de dessus mon journal et lui demandai en français : « Mais pourquoi ça ? » L'effet fut instantané : la dame se jeta vers moi et me serra impétueusement les mains en glouissant de joie : « Vous êtes Français !... Est-ce possible ! » Et aussitôt elle se mit à me raconter qu'elle aimait beaucoup les Français, qu'elle en connaissait plusieurs, que si elle avait su... Mais un solennel « *Fichez-moi la paix !* » arrêta net son caquet. Néanmoins, elle tenait à faire oublier son manque de tact, mais après quelques tentatives infructueuses de renouer conversation, interdite par mon air glacial et se sentant le point de mire des regards du public, elle ne put y tenir et au premier arrêt s'esquiva.

La fin de septembre arrivait, et mon existence indépendante, libre, d'étranger dans ma propre patrie touchait à son terme. De toute ma vie, je n'avais encore joui dans mon pays d'une telle sécurité, et même d'une telle estime des portiers que pendant ces six mois passés à Pétersbourg en qualité de citoyen français. Et ces six mois avaient fui, telle une radieuse journée de printemps, me laissant au cœur le souvenir réconfortant de l'activité combattive, de la solidarité et de l'esprit de sacrifice de la classe ouvrière.

Je n'avais plus du tout envie de recommencer ma vie errante à l'étranger et de m'arracher à la lutte quotidienne, captivante du prolétariat russe. Mais mes amis, les prolétaires, posèrent la question de la liaison internationale, de la liaison avec notre Comité Central à l'étranger. Mieux que personne, j'étais à même de m'acquitter de cette tâche, et les camarades me proposèrent de m'en charger, de ne pas chercher de passeport russe et de profiter de mes privilèges de Français pour me rendre à l'étranger.

Le Comité de Pétersbourg ainsi que notre fraction de la Douma décidèrent de m'envoyer à l'étranger comme leur représentant. Nos organisations alors

(1) On sait que les portiers (Promalks) étaient tous des policiers. — N. d. l. R.

étaient joint d'être riches et ne purent assigner que 25 roubles pour mon travail à l'étranger. Mais, grâce à l'exercice de mon métier à Pétersbourg, j'avais encore, après avoir laissé quelque argent à ma vieille mère, de quoi faire le voyage et vivre un mois. Je reçus de la fraction de la Douma une série de missions déterminées et une lettre en réponse au télégramme de Vandervelde, publié dans le No. 33 du *Social-Démocrate*. On me chargea en outre d'envoyer des informations et de faire parvenir en Russie les nouvelles publications qui paraîtraient à l'étranger.

Un soir des derniers jours de septembre 1914, je franchis heureusement la frontière russo-finlandaise en évitant le contrôle des passeports par la gendarmerie.

Je résolus d'aller voir en passant Kaménev, qui était fixé à Moustamiaki. Le cocher finnois me conduisit rapidement au village où demeuraient les camarades et attendit mon retour.

Kaménev, qui avait déjà reçu les thèses du Comité Central de notre parti sur l'attitude envers la guerre, ne les approuvait pas entièrement. A Moustamiaki, je vis également Iordansky qui penchait déjà pour le patriotisme, ainsi que Stéklou qui était revenu d'Allemagne où il avait eu beaucoup à souffrir, mais qui était pourtant, quoique avec des réserves, à peu près de l'avis de Iordansky. D'après lui, la France dans cette guerre exploitait son alliance avec la Russie. Il voyait dans la puissance économique de l'Allemagne l'inévitabilité de la victoire de cette dernière. Pour le moment, il n'allait pas plus loin dans ses suppositions.

Le départ pour l'Étranger

Le voyage jusqu'à Tornéo parmi les lacs, les bois, les collines alternant avec les vallées fut un véritable plaisir. J'arrivai à la frontière bien avant l'aube. Sur l'indication d'un gendarme, je passai de l'autre côté de la Tornéa où je trouvais un gîte pour le reste de la nuit. Le matin, au moment où il fut permis de traverser la frontière, je retournai chercher mes bagages à la guérite des gendarmes et, avec l'aide de ces derniers, je franchis le long pont de bois qui relie la Russie à la Suède et me dirigeai vers le bourg d'Haparanda. La voie ferrée n'allait alors que jusqu'à Karoungi, localité située à une trentaine de kilomètres au nord de Haparanda. Depuis l'ouverture des hostilités, les relations avec l'étranger cessaient à s'effectuer principalement par cette frontière, des deux côtés de laquelle de nombreux hôtels avaient déjà surgi. La communication entre Haparanda et Karoungi était maintenue par un fabricant d'automobiles.

La région était en état de guerre, et dans le pays on menait une campagne intense pour l'entrée de la Suède dans la coalition des États Centraux. Comme Français, je fus bien traité mais on craignait les Russes, que l'on soupçonnait d'espionnage. A Karoungi, j'attendis quelques heures le départ du train dans un hôtel où je passai le temps à converser avec des officiers suédois. Ils étaient occupés à fortifier leur frontière contre une agression éventuelle de la Russie. Tous, ils étaient enthousiasmés par les victoires des armées allemandes, dont ils admiraient sans réserve la tactique, l'armement et l'organisation. Ils n'avaient qu'une idée très confuse de la Russie mais ne doutaient nullement de sa défaite.

La voie ferrée de Karoungi à Stockholm traverse jusqu'à Boden une région déserte : marais et forêts mélancoliques coupés de montagnes et de ravins presque infranchissables. Néanmoins on y voyait de nombreux rassemblements de troupes ; des casernes se construisaient à la hâte. A Boden, place forte de la Suède septentrionale, les étrangers étaient l'objet

d'une surveillance active et il leur était interdit de s'écarter de la ville. Non loin se trouvent des mines de fer, qui constituent la principale richesse de la région et dont la production était alors presque tout entière dirigée par Luléa sur l'Allemagne, où elle servait à alimenter l'industrie de guerre. Dans cette région, les ouvriers des usines et du sous-sol soutenaient la gauche du parti suédois, représentée par les « jeunes socialistes ». Dans beaucoup de villes, les social-démocrates avaient leurs journaux, leurs maisons, avec clubs, réfectoires et locaux pour les organisations ouvrières.

A Stockholm, je fus reçu par quelques émigrés, comme Kollontai, que j'avais connus à Berlin. La nombreuse colonie des menchéviks russes de Berlin avait transporté ses pénates en Scandinavie. A Stockholm, ses membres les plus marquants étaient alors Larine, M. Lourier, les frères Lévine, Ouritsky et Zeidler. Les rares émigrés venus directement de Russie étaient pour la plupart des soldats et des matelots de la garnison finlandaise qui s'étaient enfuis après l'insurrection de Sveaborg en 1906. A Stockholm, les social-démocrates menchéviks et balchéviks avaient une organisation commune, dont faisaient partie également tous les émigrés russes des pays belligérants.

Les principaux des menchéviks qui adoptaient alors la plate-forme du socialisme international étaient : Kollontai, S. Ouritsky, l'imprimeur N. Gordon (membre du *Bund*) (1). Les ouvriers émigrés fixés à Stockholm appartenaient tous à la minorité de la social-démocratie suédoise ; dans la suite, ils adhérèrent au groupe bolchévick de Stockholm.

Dès mon arrivée en Suède, je me hâtai d'accomplir les missions qui m'avaient été confiées. J'établis une liaison régulière avec la fraction étrangère de notre Comité Central, transmis au *Social-Démocrate* notre réponse au télégramme de Vandervelde et entrai en correspondance avec Oulianov (2) et Zinoviev, que j'informai de la situation en Russie. Je rédigeai quelques correspondances qui furent publiées dans notre *Social-Démocrate*, ainsi que dans divers journaux de l'étranger. Toutes les nouvelles et indications que je parvenais à obtenir étaient envoyées directement en Russie.

Je m'abouchai avec la social-démocratie suédoise, qui alors, malgré ses divisions, avait un appareil organique unique. Je fis la connaissance de Fridrik Ström, secrétaire des « Jeunes Social-Démocrates », avec lequel j'étais obligé de m'expliquer moitié en français, moitié en allemand. J'entrai également en relations avec les autres chefs des « Jeunes » comme Zéta Hoglund, Karl Lindhagen, bourgmestre de Stockholm, Karl Tchilboum, le linguiste éminent Haness Sheldon, etc... Tous s'intéressaient vivement au mouvement révolutionnaire de notre pays. Ils furent très heureux d'apprendre que la majorité des ouvriers social-démocrates russes adoptaient la plate-forme antimilitariste. Personnellement, ils étaient prêts à m'appuyer de tout leur pouvoir pour l'établissement de la liaison avec la Russie.

Néanmoins, leur antimilitarisme se ressentait encore considérablement de l'idéologie bourgeoise. Ainsi leurs mots d'ordre les plus radicaux étaient : « A bas la guerre ! Grève des recrues ! etc... ». Cet antimilitarisme était, il est vrai, le contrepois nécessaire au militarisme effréné de la bourgeoisie des pays scandinaves et particulièrement de la Suède, où l'ar-

mée servait beaucoup moins contre l'ennemi de l'extérieur que contre celui de l'intérieur.

C'est avec un vif intérêt que je me rendis à ma première entrevue avec Jalmar Branting, leader incontesté de la social-démocratie scandinave et pilier de la 11^e Internationale. Elle eut lieu à Barnhus Gatan, 16, au cours d'une séance de la commission centrale. De haute taille, les cheveux blancs, l'air bon mais décidé, des yeux profonds, intelligents, sous des sourcils épais, Branting disposait de prime abord en sa faveur. Ma proposition de publier la réponse de notre fraction de la Douma au télégramme de Vandervelde ainsi que de l'envoyer dans les autres pays fut soumise le même jour à l'examen du Comité Central et acceptée. Officiellement, je fis au Comité Central de la social-démocratie suédoise un rapport sur la situation dans notre pays et l'attitude des différentes classes et groupes sociaux envers la guerre. Dans l'entretien que j'eus avec lui, Branting me laissa voir nettement son point de vue sur les événements d'alors. Il comprenait notre attitude envers la guerre, notre refus absolu de soutenir le gouvernement tsariste, mais ne partageait pas notre opinion et désapprouvait nos critiques à l'égard des partis d'Allemagne, d'Autriche et de France qui avaient enfreint les décisions internationales et trahi la cause du socialisme. Il était pour la défense nationale. Il subordonnait l'attitude théorique envers les guerres de notre époque aux questions de la stratégie. Pour lui, celui qui avait tiré le premier coup de feu, qui avait franchi le premier la frontière était l'agresseur, le fauteur de la guerre. Il condamnait la conduite des Allemands, mais s'efforçait en même temps de « comprendre » leur situation et acceptait facilement l'idée que les social-démocrates allemands avaient agi sous la menace de l'invasion des troupes tsaristes. Sa position était inadmissible : elle rendait impossible toute communauté d'action du prolétariat sur l'échelle internationale et fournissait aux diplomates du socialisme des prétextes pour rechercher le « fauteur » de la guerre. Dans son pays, néanmoins, Branting combattait le germanophilisme de la bourgeoisie et ses efforts pour entraîner la Suède dans la guerre, mais bien plutôt pour assurer le triomphe des tendances francophiles sur les tendances germanophiles que pour lutter véritablement contre le chauvinisme. Malgré nos divergences de vue et ma critique véhémentement des opportunistes, nous nous séparâmes, Branting et moi, amicalement. Branting me promit de m'aider de tout son pouvoir dans mon travail pour la Russie.

Les chefs des partis socialistes des pays scandinaves et de la Hollande se bornaient dans leur action à des essais de médiation entre les combattants. Ils s'efforçaient d'amener leurs gouvernements respectifs à faire officiellement des propositions d'arbitrage. Mais les capitalistes des pays belligérants firent bientôt comprendre qu'ils se battaient sérieusement, jusqu'à l'écrasement complet de leur adversaire. Alors, les pays neutres s'attachèrent uniquement, de crainte de représailles, à n'irriter aucune des deux coalitions.

Cette crainte les amena à former entre eux une union militaire et diplomatique.

A. CHLIAPNIKOV.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.

(1) Organisation social-démocrate juive. — N.D.I.R.

(2) Lénine.